



CAMEROUN

QUESTIONS GÉNÉRALES

Février 2022

Le présent document sur le Cameroun a été préparé par une équipe des services du Fonds monétaire international pour servir de document de référence lors des consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles au moment où il a été achevé, le 10 février 2022.

Le présent document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : +1 (202) 623-7430 • Télécopie : +1 (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



CAMEROUN

QUESTIONS GÉNÉRALES

Approuvé par le
Département Afrique

Préparé par Mokhtar Benlamine, Magdi Ahmed (département Afrique), Roberto Piazza (département des finances publiques), Thierry Tresselt (département des marchés monétaires et de capitaux) et Amina Coulibaly (Banque mondiale)

10 février 2022

TABLE DES MATIÈRES

ENTREPRISES PUBLIQUES ET DISTORSIONS SECTORIELLES AU CAMEROUN :

EFFETS SUR LA CROISSANCE ET LES FINANCES PUBLIQUES DU PAYS	4
A. Introduction	4
B. Panorama des entreprises publiques au Cameroun	6
C. Subventionnement des entreprises publiques et distorsions sectorielles : analyse à l'aide d'un modèle d'équilibre général dynamique	8
D. Calibrage du modèle et scénarios	10
E. Résultats	12
F. Conclusions	15

GRAPHIQUES

1. Distribution sectorielle des entreprises publiques	7
2. Emploi dans les entreprises publiques par secteur	7
3. Subventions directes accordées aux entreprises publiques	7
4. Résultats nets en 2020	7
5. Représentation graphique de l'économie modélisée	9
6. Effets simulés des réformes sur les principales variables macroéconomiques	14
7. Effets simulés des réformes sur les variables sectorielles au bout de 15 ans	15

TABLEAU

1. Entreprises publiques incluses dans le calibrage	11
---	----

ANNEXE

I. Description du modèle	17
--------------------------	----

Bibliographie	19
FINTECH ET INCLUSION FINANCIÈRE AU CAMEROUN	20
A. Introduction	20
B. Inclusion financière, fintech et développement financier : enseignements tirés des études	20
C. Accès aux services financiers et services bancaires mobiles au Cameroun : faits stylisés	22
D. La fintech et le développement de la microfinance en Afrique subsaharienne	25
E. Développement financier et croissance économique au Cameroun	28
F. Incidence sur la politique économique du Cameroun	30
ENCADRES	
1. Modèle empirique : services bancaires mobiles et microfinancement	27
2. Tests statistiques de séries chronologiques	29
GRAPHIQUES	
1. Accès aux services bancaires mobiles	23
2. Utilisation des services bancaires mobiles	24
TABLEAUX	
1. Indicateurs de l'accès aux services financiers	25
2. Résultats du modèle de régression : services bancaires mobiles et microfinancement	27
3. Cointegration Relationship	29
Bibliographie	31
CROISSANCE POTENTIELLE AU CAMEROUN	32
A. Introduction	32
B. Croissance potentielle au Cameroun	34
C. Des politiques publiques et des réformes destinées à stimuler la croissance potentielle	36
D. Des réformes pour accroître l'efficacité de l'investissement public	37
E. Des réformes destinées à remédier aux risques propres aux entreprises publiques et à garantir la compétitivité	37

F. Des réformes visant à combler le déficit d'infrastructures et à renforcer l'efficacité des services logistiques afin de promouvoir le commerce régional	38
G. Des réformes conçues pour renforcer le développement financier et l'inclusion financière	39
H. Des réformes visant à renforcer l'égalité entre les sexes	40
I. Des réformes destinées à accroître la complexité économique	41
J. Des réformes axées sur l'innovation	43
K. Conclusion	44

GRAPHIQUES

1. Croissance économique, 1960–2019	32
2. Structure des comptes nationaux, 1994–2019	33
3. Ventilation de la croissance, 1994–2020	35
4. Croissance du potentiel de production, calculée au moyen du MFMOD, 2015–2050	36
5. Perceptions de la qualité des infrastructures, 2006–17	39
6. Portefeuille des produits d'exportation, 2019	42
7. Indice de complexité économique, 2019	42

TABLEAU

1. Forces et faiblesses en matière d'innovation	44
Bibliographie	45

ENTREPRISES PUBLIQUES ET DISTORSIONS SECTORIELLES AU CAMEROUN : EFFETS SUR LA CROISSANCE ET LES FINANCES PUBLIQUES DU PAYS¹

A. Introduction

1. **Le Cameroun a commencé à mettre en œuvre sa Stratégie Nationale de Développement-Cameroun 2030 (SDN30) qui repose sur une série d'objectifs ambitieux en matière de croissance.** En effet, la SDN30 vise à porter la croissance annuelle moyenne de 4½ % à 8 % sur la période 2020-30, à faire augmenter le taux d'emploi, à réduire le taux de pauvreté et à améliorer la gouvernance des institutions publiques. Elle prévoit également un rééquilibrage de l'économie vers les secteurs secondaire et tertiaire.
2. **Les objectifs budgétaires doivent favoriser la réalisation de la stratégie de croissance des autorités tout en assurant la viabilité des finances publiques à long terme.** Une réduction des dépenses inefficaces, une hausse des recettes non pétrolières et une accélération de la croissance économique permettraient au pays de ménager une marge de manœuvre budgétaire. Celui-ci pourrait l'utiliser pour faire baisser le ratio déficit/PIB, maintenir la dette publique sous le seuil de 50 % du PIB et, dans le même temps, y puiser les ressources dont il a cruellement besoin pour augmenter les dépenses visant à développer le capital humain et physique et à renforcer les filets de protection sociale.
3. **Les entreprises publiques jouent un rôle majeur dans l'économie camerounaise, mais soulèvent des risques considérables.** Les entreprises publiques camerounaises bénéficient de différents types de financement, tels que des subventions directes de leurs activités d'exploitation, des subventions en capital destinées à leurs investissements et des garanties publiques de leurs prêts commerciaux. Leur dette, élevée et en hausse, ainsi que leurs piètres résultats posent d'importants risques budgétaires et financiers directs et pèsent sur la croissance économique. En outre, l'application d'une fiscalité différenciée selon les secteurs et la mise en œuvre de politiques réglementaires inefficaces, comme les prix administrés, génèrent des distorsions de la production et freinent la croissance, ce qui entraîne indirectement une perte de recettes budgétaires.
4. **La présente étude repose sur un modèle d'équilibre général servant à quantifier les conséquences du subventionnement des entreprises publiques et de la mise en œuvre de politiques sectorielles distorsives sur la croissance et les finances publiques au Cameroun.** Le modèle tient compte des inefficacités tant statiques que dynamiques générées par des politiques publiques et permet d'évaluer les coûts directs et indirects de ces inefficacités sur les finances publiques. Les inefficacités statiques résultent de mauvaises allocations des facteurs travail et capital entre les différents secteurs (distorsions intersectorielles) ou entre les entreprises publiques et les autres au sein

¹ Préparé par Amina Coulibaly (Banque mondiale), Mokhtar Benlamine (FMI) et Roberto Piazza (FMI).

d'un même secteur (distorsions intrasectorielles). La présente étude porte principalement sur les distorsions intersectorielles imputées au traitement préférentiel dont bénéficient certains secteurs (par le biais de réglementations sectorielles par exemple) et sur les distorsions intrasectorielles attribuées au subventionnement des entreprises publiques dans un certain secteur. Les inefficiences statiques plombent la productivité de l'économie et donc l'investissement, ce qui, au fil du temps, ralentit l'accumulation du capital et entraîne des pertes de PIB supplémentaires. Le subventionnement budgétaire des entreprises publiques constitue un coût direct manifeste pour l'État, mais il empêche également une allocation efficiente des facteurs de production, en particulier lorsque la productivité des entreprises publiques est faible. Par conséquent, les politiques de subventionnement des entreprises publiques font diminuer le PIB et finissent par avoir un effet indirect supplémentaire sur les finances publiques par la baisse des recettes fiscales. De même, en distordant l'allocation des facteurs de production entre secteurs, les politiques sectorielles et les réglementations inefficaces freinent la croissance et réduisent les recettes fiscales.

5. Les scénarios de réformes, qui reposent sur une diminution du subventionnement des entreprises publiques et sur l'élimination des distorsions intersectorielles, sont associés à d'importants gains de PIB et à d'amples marges de manœuvre budgétaires. Une fois calibré sur l'économie camerounaise, le modèle indique que dans tous les grands secteurs économiques (primaire, secondaire et tertiaire), le coût du travail dans les entreprises publiques est plus élevé que dans les autres entreprises, tandis que le rendement du capital est plus faible. L'une des interprétations possibles de ces résultats est que dans les entreprises publiques, les salaires sont supérieurs et le rendement du capital, inférieur à leur valeur de marché respective. Étant donné que les différences de prix des facteurs de production sont couvertes par les subventions octroyées aux entreprises publiques, ces écarts représentent un coût budgétaire direct. En outre, certains éléments indiquent que les politiques actuellement menées au Cameroun pourraient fausser la composition de l'économie en favorisant le secteur primaire au détriment des secteurs secondaire et tertiaire, entraînant un effet négatif sur la productivité globale. Les simulations effectuées par modélisation, qui reposent sur une élimination progressive, au bout de 5 ans, d'environ $\frac{1}{2}$ des subventions directes accordées aux entreprises publiques et de $\frac{1}{4}$ des distorsions sectorielles, mettent en évidence une augmentation du PIB d'environ 25 % au bout de 15 ans ainsi qu'une amélioration du solde budgétaire primaire d'environ 6 points de pourcentage du PIB de référence². Par ailleurs, l'économie enregistre un fort rééquilibrage sectoriel : la production du secteur tertiaire et, dans une moindre mesure, celle du secteur secondaire s'accroissent significativement tandis que la production du secteur primaire reste sensiblement la même que dans le scénario de référence.

6. Les simulations de scénarios montrent que des réformes bien conçues pourraient largement contribuer à la réalisation des objectifs du Cameroun en matière de croissance et de finances publiques. Les scénarios et le calibrage du modèle fournissent évidemment des résultats indicatifs. Des informations plus détaillées et plus fiables sur l'investissement et la composition de la main-d'œuvre des entreprises publiques ainsi que sur les politiques publiques entraînant un traitement

² L'augmentation du PIB se traduit par une forte hausse du salaire réel. Bien que cet effet ne soit pas pris en compte dans la simulation, la hausse du salaire de marché entraînerait très probablement une expansion de l'emploi dans l'économie formelle.

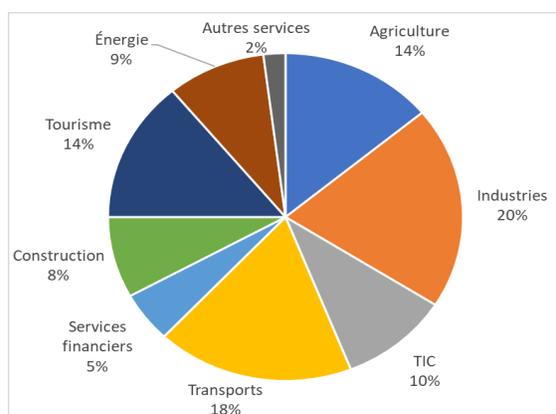
préférentiel de certains secteurs économiques permettraient d'affiner l'analyse et de tirer des conclusions plus robustes. Grâce à des données de meilleure qualité sur les entreprises publiques, il serait par exemple possible de quantifier l'effet d'une réforme des pratiques managériales des entreprises publiques sur la productivité. Un récapitulatif systématique des politiques sectorielles pourrait faire apparaître les domaines où il serait possible de réduire l'intervention publique et ceux où des mesures plus adaptées et plus vigoureuses sont nécessaires.

B. Panorama des entreprises publiques au Cameroun

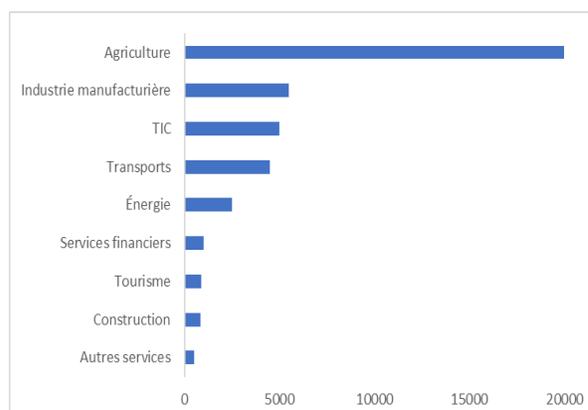
7. Les entreprises publiques jouent un rôle majeur dans l'économie camerounaise et sont présentes dans tous les grands secteurs. Plus de 150 entreprises parapubliques, dont environ 60 entreprises publiques assurent la prestation de services essentiels dans des secteurs comme l'énergie, le pétrole et le gaz, l'agriculture, la finance et les transports (graphique 1). L'ensemble des actifs des entreprises publiques camerounaises s'élève à 4 895 milliards de FCFA (20 % du PIB). Par ailleurs, les entreprises publiques emploient environ 40 000 personnes, dont approximativement la moitié dans l'agriculture (graphique 2).

8. Les entreprises publiques absorbent une part importante des dépenses publiques et le niveau élevé de leur dette associé de mauvais résultats pose des risques budgétaires considérables. Les entreprises publiques sont financées par le budget public au moyen de subventions directes de leurs activités d'exploitation et de leurs dépenses d'équipement, de recapitalisations sur fonds publics, de garanties publiques de leurs prêts commerciaux et de rétrocessions de prêt (dispositif par lequel l'État contracte un prêt qui est ensuite transféré à une entreprise publique). Les subventions directes (graphique 3) ont augmenté ces dernières années et représentent à elles seules 40 milliards de FCFA (0,2 % du PIB), mais ce chiffre ne tient pas compte d'autres formes de subventionnement indirect notables (accumulation d'arriérés budgétaires, par exemple). Malgré les importantes subventions dont bénéficient les entreprises publiques, leur portefeuille a enregistré des pertes considérables tout au long de la dernière décennie (graphique 4). Les entreprises publiques dans lesquelles l'État détient une participation majoritaire (plus de 50 %) ont ainsi perdu 33 milliards de FCFA en 2020. Plusieurs entreprises publiques sont lourdement endettées et la dette totale des entreprises publiques s'élevait à 12,6 % du PIB en 2020, la dette de la seule SONARA atteignant 67 % de la dette des entreprises publiques contractée ou garantie par l'État. Les entreprises publiques ont également accumulé des arriérés budgétaires vis-à-vis de l'État à plusieurs reprises, dont des arriérés d'impôt égaux à 1,5 % du PIB en 2021. D'autre part, les pouvoirs publics accumulent des arriérés envers les entreprises publiques à chaque fois qu'ils n'honorent pas une facture de services fournis par une entreprise publique. En l'absence des subventions publiques nécessaires, les prix administrés ont aussi un effet négatif sur les résultats des entreprises publiques (notamment dans le cas de la CDC, la SODECOTON, la SEMRY et la CAMPOST)

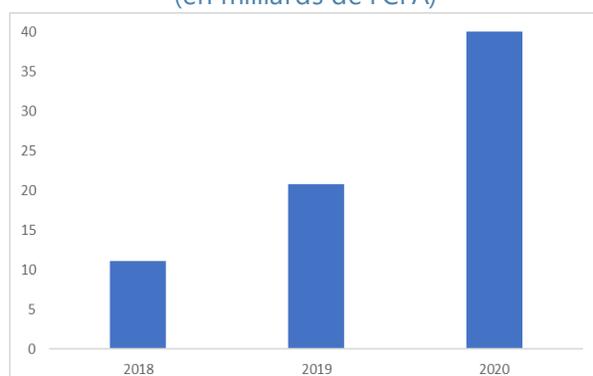
Graphique 1. Distribution sectorielle des entreprises publiques
(part des entreprises)



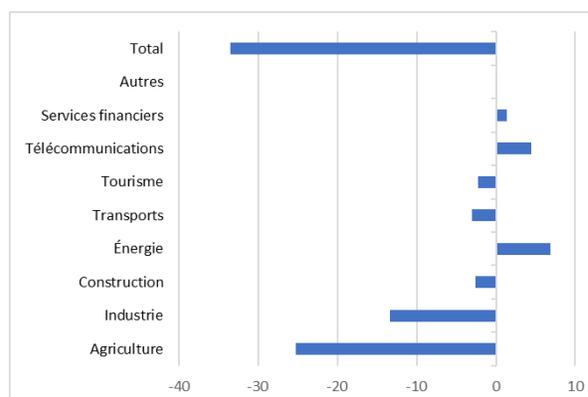
Graphique 2. Emploi dans les entreprises publiques par secteur
(nombre de salariés)



Graphique 3. Subventions directes accordées aux entreprises publiques
(en milliards de FCFA)



Graphique 4. Résultats nets en 2020
(en milliards de FCFA)



Source : autorités camerounaises ; estimations des services du FMI.

9. Les mauvais résultats des entreprises publiques ont des conséquences macroéconomiques et le suivi des entreprises publiques s'avère insuffisant. Les inefficiences des entreprises publiques ont miné la fiabilité de la fourniture de biens et de la prestation de services essentiels et imposé des coûts élevés des intrants pour les entreprises. Les pouvoirs publics ont certes accompli des progrès dans la collecte d'informations aux fins du suivi des résultats des entreprises publiques, mais la cohérence et la fiabilité des données demeurent limitées. En outre, la structure institutionnelle de surveillance et de suivi des entreprises publiques est fragmentée et comprend un grand nombre d'organismes dont les missions se chevauchent. Deux autorités centralisées distinctes exercent la fonction d'actionnaire (la *Cellule des entreprises publiques et parapubliques* et la *Commission de réhabilitation des entreprises publiques*). Les ministères sont souvent responsables de la surveillance technique des entreprises publiques dans leurs secteurs, ce qui peut donner lieu à des conflits d'intérêts étant donné que ces ministères sont chargés d'établir des politiques sectorielles ayant une incidence tant sur les entreprises publiques que sur leurs concurrentes.

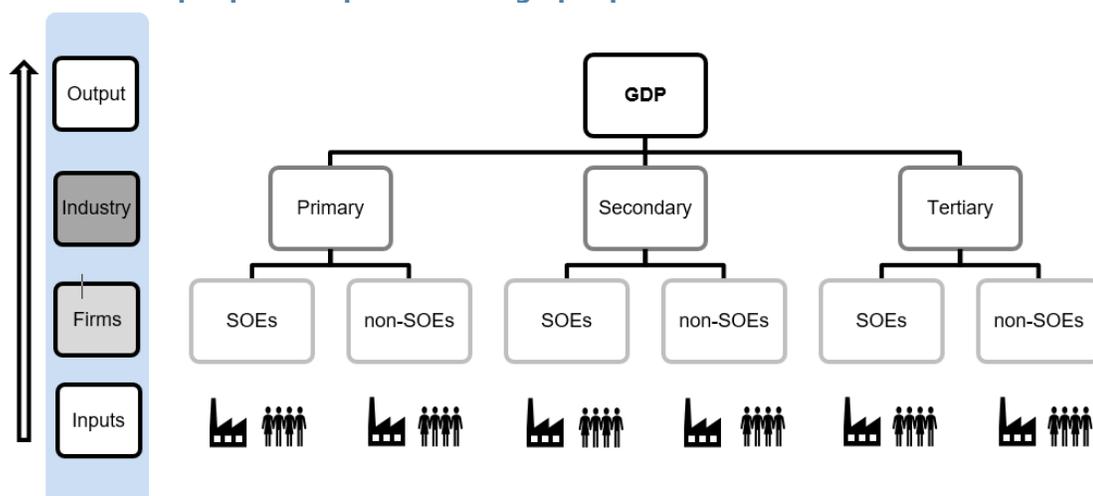
10. Le Cameroun a engagé des réformes majeures afin d'accroître la transparence et de renforcer les pratiques de gouvernance d'entreprise des entreprises publiques, mais les effets ont été limités jusqu'à présent. En 2016, les autorités ont mis en place une plateforme regroupant toutes les agences gouvernementales impliquées dans la surveillance des entreprises publiques et en 2017, elles ont adopté deux lois sur les entreprises publiques et les établissements publics, modernisant ainsi le cadre juridique applicable, avant de définir, en 2018, une stratégie globale de réformes. Par ailleurs, un nouveau décret réglemente la rémunération des membres de la direction et du conseil d'administration des entreprises publiques tandis qu'une circulaire ministérielle clarifie et renforce les normes de publication et de soumission des informations financières et opérationnelles. Les autorités ont lancé des études diagnostiques de certaines entreprises publiques. Toutefois, ces études ne sont toujours pas achevées. Enfin, la CEMAC a pris des mesures pour améliorer la gouvernance notamment par la publication de la Directive 06/11 sur la transparence et de la gouvernance, mais la mise en œuvre de cette dernière pâtit de déficiences.

C. Subventionnement des entreprises publiques et distorsions sectorielles : analyse à l'aide d'un modèle d'équilibre général dynamique

11. Le côté production (statique) : secteurs et entreprises. Brandt, Tombe et Zhu (2013) présentent un modèle statique où la quantité de travail et le stock de capital, exogènes, sont alloués à la production de biens dans différentes régions i . À l'intérieur de chaque région, la production est assurée par des entreprises classées en deux catégories : les entreprises publiques et les autres $j = s, n$. Nous empruntons la formulation statique de Brandt, Tombe et Zhu (2013), mais nous l'adaptions de façon à ce que notre économie soit composée d'une seule région, l'indice $i = 1, 2, 3$ représente les trois grands secteurs de l'économie (primaire, secondaire et tertiaire) et $j = s, n$ permet de connaître le type de l'entreprise (publique ou non). Le graphique 5 schématise la façon dont la production est réalisée à l'échelle de l'entreprise et agrégée pour former le PIB (voir l'annexe pour plus de détails) :

- *Production d'une entreprise.* Au sein de chaque secteur i , tant les entreprises publiques que les autres suivent une fonction de production de Cobb-Douglas où la part du travail est notée a_i . Contrairement à Brandt, Tombe et Zhu (2013), la part du travail peut varier selon les secteurs. La productivité totale des facteurs (PTF) d'une entreprise de type j du secteur i est notée A_{ij} .
- *Production sectorielle.* La production y_{ij} des entreprises publiques ou non est agrégée en une production sectorielle homogène Y_i suivant une fonction à élasticité de substitution constante $1/\phi$.
- *PIB.* Les productions sectorielles sont agrégées pour former le PIB, noté Y , en appliquant une fonction à élasticité de substitution constante $1/\sigma$ et en associant à la production du secteur i un coefficient de pondération constant ω_i .

Graphique 5. Représentation graphique de l'économie modélisée



Note : La production sectorielle correspond à l'agrégation de la production des entreprises publiques ou non d'un même secteur obtenue à l'aide de deux facteurs de production : le capital et le travail. Le PIB est obtenu par agrégation des productions sectorielles.

12. Subventionnement des entreprises publiques et distorsions sectorielles. Les entreprises pâtissent d'un ensemble de coins qui faussent l'allocation du travail et du capital entre les entreprises publiques et les autres au sein d'un même secteur ainsi que l'allocation de la production entre différents secteurs.

- *Distorsions intrasectorielles.* Les entreprises non publiques du secteur i embauchent de la main-d'œuvre au taux de salaire w et louent du capital au taux d'intérêt r , tandis que les entreprises publiques du même secteur paient, pour ces mêmes facteurs de production, des coûts respectivement égaux à $\tau_i^l w$ et $\tau_i^k r$. Ainsi, si $\tau_i^l > 1$ et $\tau_i^k < 1$ alors les entreprises publiques du secteur i supportent un coût du travail et un taux de location du capital respectivement supérieur et inférieur à la valeur de marché.
- *Distorsions intersectorielles.* La production sectorielle agrégée Y_i est vendue sur le marché au prix P_i . Cependant, une entreprise représentative qui agrège les productions sectorielles pour obtenir le PIB paie le prix $\tau_i P_i$ pour chaque unité de Y_i . Ainsi, si $\tau_1 < \tau_2$ alors la composition de la production agrégée de l'économie (le PIB) est faussée en faveur du secteur primaire et au détriment du secteur secondaire.
- *PIB.* Soient K et L respectivement les facteurs capital et travail, l'allocation de ces facteurs dans les entreprises publiques et les autres des trois secteurs de l'économie est modifiée par le vecteur $\bar{\tau}$ qui rend compte des distorsions intra et intersectorielles. Par conséquent, la production agrégée peut être exprimée par la fonction $Y = f(K, L, \bar{\tau})$.

13. Budget de l'État. Par hypothèse, les recettes publiques résultent de l'imposition du PIB au taux χ , d'où χ , le ratio recettes/PIB. Les recettes sont utilisées pour subventionner les entreprises publiques et fournir un bien public G . Plus précisément, on postule que les quantités $(\tau_i^l - 1)w$ et $(1 - \tau_i^k)r$ sont respectivement le transfert par salarié et par unité de capital réalisé par l'État vers les entreprises publiques exerçant leurs activités dans le secteur i . Par exemple, lorsque $\tau^l > 1$ la quantité

$\tau^l - 1$ est le taux de salaire supplémentaire versé par l'État (qui détient *in fine* les entreprises publiques) aux salariés des entreprises publiques. De même, si $\tau^k < 1$ alors $1 - \tau^k$ est le ratio rendement du capital des entreprises publiques perçu par l'État sur coût de financement de l'État r^3 . Si l'État équilibre son budget chaque année, alors tout résidu (positif) entre les recettes publiques et les subventions accordées aux entreprises publiques sera utilisé pour fournir le bien public G . Il est également possible de considérer la variable G comme le solde budgétaire net - c'est cette interprétation qui est retenue dans la description des résultats des simulations.

14. Accumulation du capital et distorsions dynamiques. Nous étoffons le modèle statique inspiré de Brandt, Tombe et Zhu (2013) présenté plus haut en l'intégrant dans un modèle dynamique d'équilibre général classique. Ceci nous permet d'endogénéiser l'évolution du capital au fil du temps et de mesurer les effets dynamiques des politiques distorsives statiques⁴. L'accumulation de capital correspond à la décision prise à tout moment t par un ménage représentatif de consacrer une partie de sa production nette actuelle $(1 - \chi)Y_t$ à la consommation C_t ou à l'investissement X_t . L'accumulation du stock de capital suit la fonction linéaire $K_{t+1} = (1 - \delta)K_t + X_t$ avec $\delta > 0$ le taux de dépréciation. Le ménage produit une unité de travail $L_t = 1$ de façon non élastique. La fonction d'utilité pour les ménages sur la période considérée est supposée être additivement séparable entre la consommation privée C_t et la consommation du bien public G_t . En outre, la fonction d'utilité de la consommation privée présente une élasticité intertemporelle de substitution constante $1/\gamma$. L'utilité future est actualisée à un taux positif $\beta < 1$.

D. Calibrage du modèle et scénarios

15. Calibrage des paramètres concernant la technologie et les préférences. Comme souligné par Brandt, Tombe et Zhu (2013), il n'est pas toujours facile de trouver des valeurs de référence valables pour certains paramètres du modèle. Les valeurs des paramètres sont définies comme suit :

- *Technologie.* Le calibrage de référence Brandt, Tombe et Zhu (2013) des paramètres ϕ et σ est d'environ $1/2$. Par conséquent, les deux fonctions d'agrégation de la production sont relativement inélastiques, ce qui en fait un calibrage prudent (les distorsions ont un effet négatif sur le PIB plus important lorsque les élasticités sont plus élevées). C'est pourquoi nous choisissons le calibrage $\phi = \sigma = 0.5$. Nous fixons le vecteur des pondérations sectorielles $\omega = (0.15, 0.80, 0.25)$ de sorte

³ Il existe d'autres façons d'interpréter les distorsions des prix du travail et du capital au niveau des entreprises publiques. Par exemple, les valeurs non unitaires de τ_i^l et τ_i^k peuvent résulter d'erreurs de mesure des facteurs de production, par exemple, si le niveau plus élevé des salaires dans les entreprises publiques tient une meilleure qualité (sur le plan du niveau d'instruction) de leur personnel. Cela étant, les interprétations imputant les distorsions au versement de subventions semblent pertinentes dans le cas qui nous occupe étant donné que la rentabilité des entreprises publiques camerounaises est faible et que les salaires réels dans le secteur public sont relativement élevés par rapport à ceux pratiqués dans le secteur informel. En outre, nous avons prudemment pris en compte la possibilité que certaines distorsions au niveau des entreprises publiques ne soient pas dues à un quelconque subventionnement, en étudiant des scénarios de réforme dans lesquels seule la moitié des distorsions sont éliminées. Il convient également de souligner que nous avons supposé que les distorsions de la production τ_i ne sont pas de nature budgétaire et n'ont donc aucun effet direct sur le budget de l'État.

⁴ Ce qui permettrait également d'endogénéiser l'offre de travail. Cette possibilité n'est cependant pas prise en compte dans les simulations présentées dans cette étude.

que, compte tenu des autres paramètres du modèle, la distribution de l'emploi à l'équilibre antérieur aux réformes concorde avec les données empiriques. Nous fixons le vecteur des parts du travail $a = c(0.30, 0.47, 0.65)$ de sorte qu'il corresponde aux ratios sectoriels rémunération du travail sur valeur ajoutée calculés à partir de données sur les États-Unis (ce choix repose sur l'hypothèse qu'il existe peu de distorsions dans l'économie américaine). Nous supposons que le capital se déprécie au taux $\delta = 0.1$.

- *Préférences.* Nous appliquons un calibrage relativement classique pour un modèle macroéconomique, avec $\beta = 0.95$ et $\gamma = 2$.

16. Calibrage des taux d'imposition, du subventionnement des entreprises publiques, des distorsions sectorielles et des PTF. Nous fixons le taux d'imposition $\chi = 0.1$ de façon à ce qu'il corresponde au ratio de recettes fiscales au Cameroun. Les distorsions inter et intrasectorielles et les PTF des entreprises sont calibrées à partir des valeurs empiriques concernant les facteurs travail et capital.

- *Distorsions intersectorielles.* Le vecteur des distorsions sectorielles doit rendre compte du traitement préférentiel accordé par le biais de politiques publiques à certains secteurs économiques. Disposant de peu de données, nous utilisons le ratio impôts sur les produits dans un secteur sur valeur ajoutée du secteur comme indicateur du traitement préférentiel dont bénéficie un secteur. Ainsi, nous fixons le vecteur des distorsions sectorielles $\tau = (1, 5, 2)$. Il exprime par exemple le fait que le ratio d'imposition des produits du secteur secondaire est cinq fois plus élevé que celui du secteur primaire. D'après ce calibrage, le secteur agricole est celui qui bénéficie du traitement le plus avantageux.
- *Distorsions intrasectorielles et PTF.* Pour chaque secteur, les conditions d'équilibre du modèle font que la variable τ_i^l est égale au ratio productivité du travail dans les entreprises publiques (valeur ajoutée nominale sur emploi) sur productivité du travail dans les autres entreprises. On obtient la valeur de τ_i^k de la même manière, à partir des ratios valeur ajoutée nominale sur stock de capital des entreprises. Dans les trois secteurs, les valeurs des distorsions, calculées en faisant correspondre l'équation à l'équilibre aux données, satisfont $\tau_i^l \gg 1$ et $\tau_i^k \ll 1$, conformément aux interprétations examinées plus haut⁵. Les PTF sont calculées comme des résidus de Solow, ce qui suppose de diviser la valeur ajoutée de chaque entreprise par le prix de sa production. Cette variable n'est pas disponible, elle est donc déduite des conditions d'équilibre (voir l'annexe pour plus de détails).

Primaire	Secondaire	Tertiaire
CDC, PAMOL, SODECOTON	CAMPOST, CICAM, IMP NAT, LABOGENIE, MAGZI, MATGENIE, SIC, SOPECAM	ADC, CAMAIR-Co, CAMTEL, CAMWATER, CNIC, CRTV, EDC, PAD, SCDP, SNI

⁵ Les vecteurs des distorsions du travail et du capital sont donc respectivement $\tau^l = (1.7, 3.4, 11.6)$ et $\tau^k = (0.06, 0.23, 0.01)$.

- *Valeurs empiriques concernant le travail et le capital.* Pour effectuer les calculs décrits ci-dessus, il faut trouver des données sur le facteur travail et les stocks de capital des entreprises publiques et des autres entreprises. Il s'agit d'une tâche ardue, compte tenu du manque de données cohérentes et fiables sur les entreprises publiques au Cameroun. Nous procédons donc à une approximation des valeurs de ces variables selon la méthode suivante. Premièrement, nous basons le calibrage sur les 21 entreprises publiques sur lesquelles les autorités nous ont fourni des séries chronologiques partielles sur l'emploi et l'investissement nominal pour la période 2009-19. Nous répartissons les entreprises publiques entre les trois secteurs en fonction de leur activité principale comme dans le tableau 1⁶. Deuxièmement, l'emploi et les stocks de capital sont calculés pour chaque entreprise et sont ensuite agrégés au niveau sectoriel. Dans le cas de l'emploi, nous utilisons les valeurs de chaque entreprise de l'année 2016 (ou de l'année la plus proche pour laquelle des données sont disponibles). Les stocks de capital sont en revanche calculés à partir des données sur les investissements. Plus précisément, pour chaque secteur, nous divisons l'investissement nominal moyen des entreprises publiques de ce secteur sur la période 2009-19 par la formation brute de capital fixe nominale moyenne (déterminée à partir des comptes nationaux) du secteur au cours de la même période. Nous postulons ensuite que ce ratio est également égal au ratio stock de capital réel des entreprises publiques sur stock de capital total du secteur. Ce dernier est calculé pour l'année 2019 à l'aide d'un modèle d'inventaire permanent et de séries chronologiques de la formation réelle de capital au niveau sectoriel qui débutent en 1993.

17. Deux scénarios sont analysés : un reposant sur la suppression d'une partie des subventions aux entreprises publiques et l'autre, sur l'élimination d'une partie des distorsions sectorielles. Soit $\tau^* = 1$ la valeur optimale des distorsions à la fois au niveau de l'entreprise et à celui du secteur, de sorte que la condition $\tau_i^l = \tau_i^k = \tau_i = \tau^*$ corresponde à l'équilibre efficient pour l'économie. Nous construisons deux scénarios (cumulatifs). Dans le premier, $\frac{1}{2}$ des dispositifs de subventionnement des entreprises publiques sont progressivement supprimés sur une période de 5 ans. Par conséquent, le vecteur des distorsions des entreprises publiques du secteur i , dont la valeur initialement calibrée (τ_i^l, τ_i^k) a été expliquée plus haut, change de façon linéaire au fil du temps et atteint $\frac{1}{2}(\tau_i^l, \tau_i^k) + \frac{1}{2}(\tau^*, \tau^*)$ à l'année 5. Dans le second scénario, outre la suppression de la moitié des dispositifs de subventionnement des entreprises publiques, $\frac{1}{4}$ des distorsions sectorielles sont également éliminées. Ainsi, à l'année 5, les distorsions sectorielles sont égales à $\frac{3}{4}\tau_i + \frac{1}{4}\tau^*$, où τ_i est la valeur calibrée de la distorsion à l'année $t = 0$.

E. Résultats

18. Le graphique 6 présente l'évolution des principales variables macroéconomiques selon les deux scénarios de réforme. Le PIB augmente d'environ 15 % lors des cinq premières années de

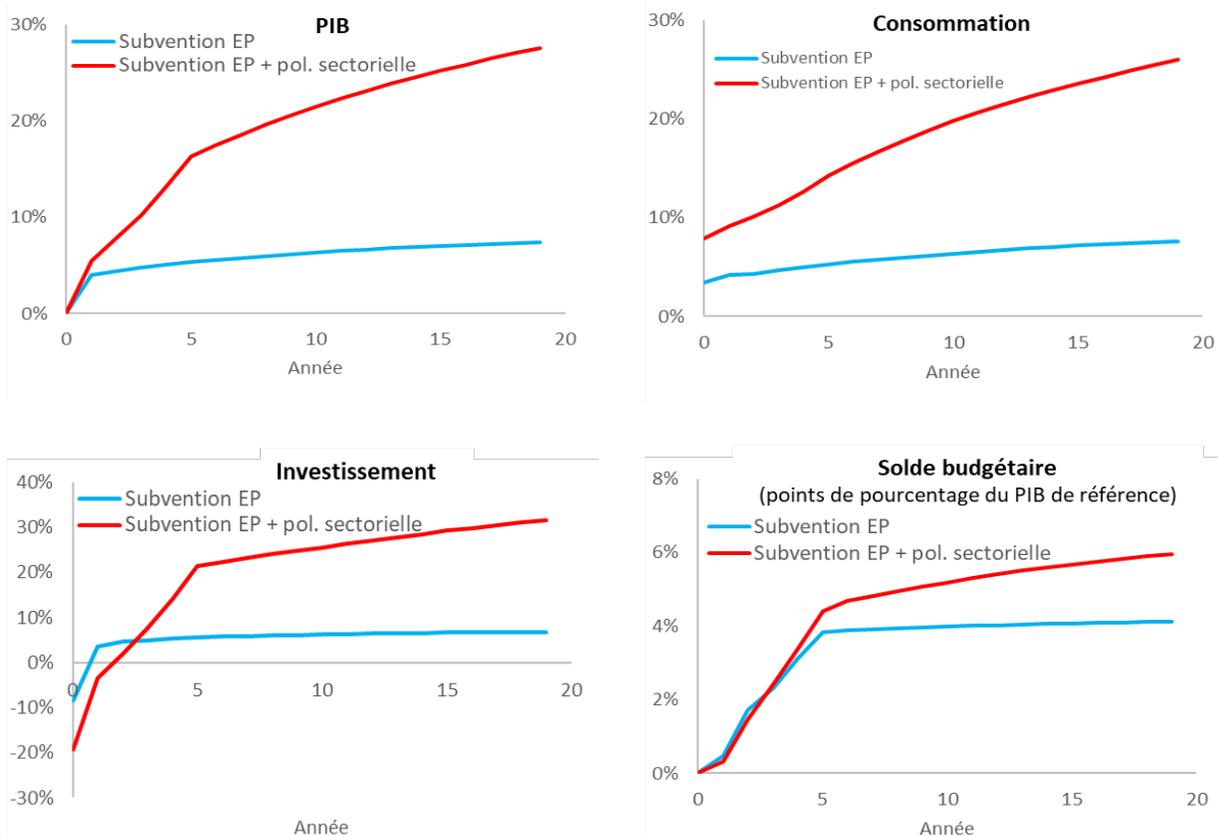
⁶ Pour obtenir des estimations prudentes, la SONARA n'est pas incluse dans le calibrage, étant donné que ses mauvais résultats, même avant le grave incendie de 2019, pourraient fausser les résultats.

la simulation, qui correspond à la période de mise en œuvre progressive des réformes. L'essentiel de l'augmentation du PIB est attribué à la réduction des distorsions sectorielles et un tiers, aux seules entreprises publiques. Le PIB poursuit sa hausse même après la mise en œuvre des réformes dans la mesure où l'investissement continue d'augmenter pendant toute la période de simulation. À l'année 15, soit 10 ans après l'achèvement des réformes, le PIB a augmenté d'environ 25 %. Au moment de l'annonce des réformes à l'année 0, la consommation bondit et l'investissement chute, ce qui constitue un effet habituel des annonces de réformes dans les modèles macroéconomiques. Puisque les individus estiment que cette annonce se concrétisera, ils s'attendent également à ce que leurs revenus augmentent à l'avenir, ce qui les amène à réduire leur épargne et à réaliser une partie de leur consommation future plus tôt que prévu. À l'année 2, cet effet temporaire disparaît et l'investissement dépasse son niveau antérieur à la réforme. Le solde budgétaire s'améliore d'environ 6 points de pourcentage, deux tiers de cette évolution sont imputables à la seule réforme du subventionnement des entreprises publiques⁷.

19. Les réformes entraînent un rééquilibrage de l'économie vers les secteurs tertiaire, et dans une moindre mesure, secondaire (graphique 6). L'essentiel de la relative expansion du secteur tertiaire se produit après la réforme du subventionnement, grâce aux importants gains de productivité qu'elle génère. En revanche, l'essor du secteur secondaire est entièrement tiré par le rééquilibrage de la demande sectorielle résultant de la diminution des distorsions sectorielles. Ainsi, 15 ans après l'annonce des réformes, la valeur ajoutée et les stocks de capital dans le secteur primaire restent pratiquement identiques, mais l'emploi enregistre une baisse de 20 %, compensée par une hausse de la PTF sectorielle sous l'effet de la réforme du subventionnement des entreprises publiques.

⁷ Il s'agit d'une estimation prudente qui tient compte du fait qu'une réforme partielle des subventions (on suppose que les *taux* de subventionnement des entreprises publiques sont divisés par deux) entraîne des baisses du niveau de dépenses publiques relatives à certaines subventions versées aux entreprises publiques tout en provoquant une augmentation des dépenses concernant les dispositifs de subventionnement qui subsistent. Prenons l'exemple du coût salarial supplémentaire initial par travailleur $(\tau_i^l - 1)w$ dans le secteur i . D'une part, la réforme du subventionnement des entreprises publiques fait diminuer τ_i^l pour le rapprocher de $\tau^* = 1$, ce qui tend à diminuer le niveau du coût salarial supplémentaire. D'autre part, étant donné que les réformes rendent le travail plus productif, le salaire du marché w augmente, cette évolution tend à accroître les dépenses publiques, sachant que le *taux* de salaire supplémentaire $\frac{1}{2}(\tau_i^l - 1)$ demeure après la mise en œuvre des réformes.

Graphique 6. Effets simulés des réformes sur les principales variables macroéconomiques
(écart en pourcentage par rapport au scénario de référence, sauf mention contraire)

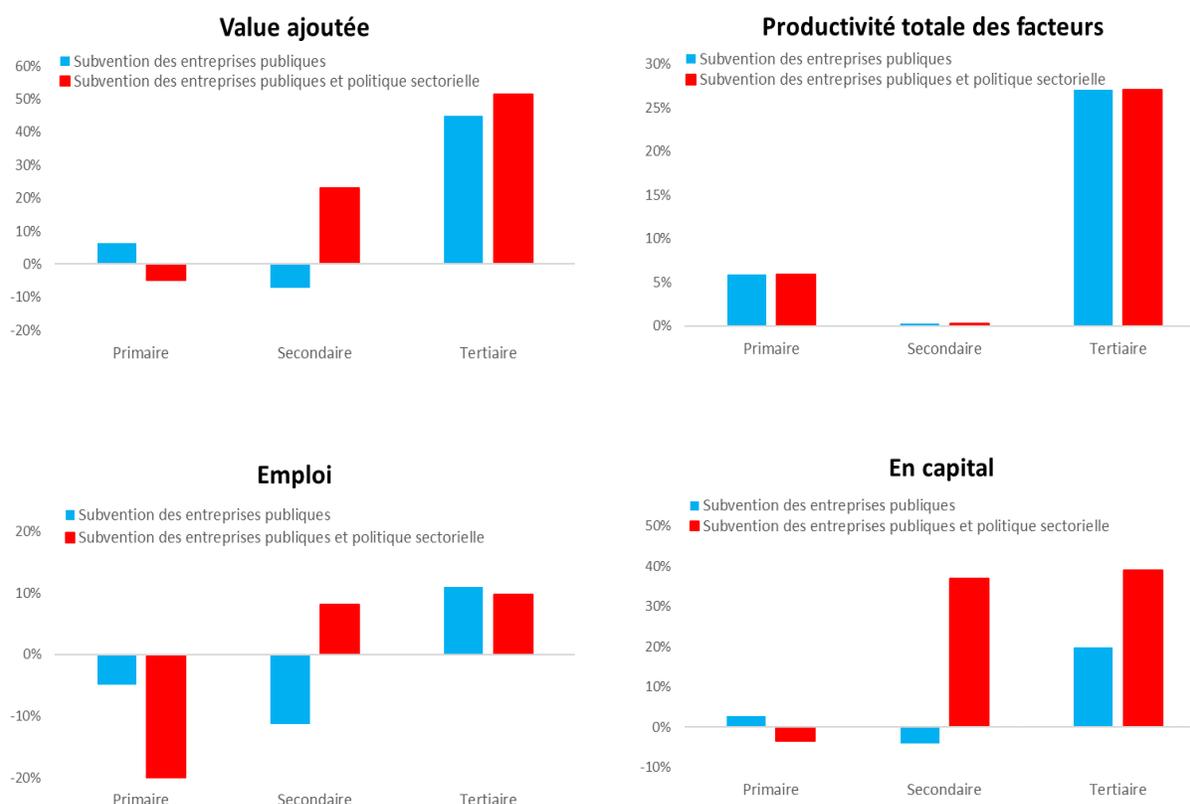


Source : calculs des services du FMI.

Note : La réforme du « subventionnement des entreprises publiques » supprime la moitié des distorsions au niveau des entreprises publiques. La réforme « du subventionnement des entreprises publiques et des réformes sectorielles » élimine, en sus, un ¼ des distorsions sectorielles.

20. Le calibrage du modèle et les simulations effectuées à partir des scénarios constituent une première évaluation importante des réformes du subventionnement des entreprises publiques et des politiques sectorielles, mais il est possible d'aller plus loin. Des données plus précises et plus fiables, en particulier sur la formation brute de capital fixe des entreprises publiques, permettraient d'améliorer le calibrage et d'évaluer plus rigoureusement les résultats des entreprises publiques. Il pourrait alors être possible de calibrer un scénario de réforme complète des entreprises publiques, reposant non seulement sur une baisse des subventions qui leur sont accordées, mais aussi sur une amélioration de leurs pratiques managériales et de leur productivité. Il serait également possible d'affiner l'analyse si l'on disposait de davantage de séries temporelles sur la formation brute de capital fixe selon une classification sectorielle plus détaillée. Le modèle pourrait alors mettre en évidence la nature spécifique des biens produits par les entreprises publiques et leur degré de complémentarité ou de substituabilité avec les biens fabriqués par les autres entreprises.

Graphique 7. Effets simulés des réformes sur les variables sectorielles au bout de 15 ans
(écart en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Source : calculs des services du FMI.

Note : La réforme du « subventionnement des entreprises publiques » supprime la moitié des distorsions au niveau des entreprises publiques. La réforme « du subventionnement des entreprises publiques et des réformes sectorielles » élimine, en sus, un ¼ des distorsions sectorielles.

F. Conclusions

21. Le Cameroun s'est fixé d'ambitieux objectifs sur le plan du développement et des finances publiques. Cette étude met en évidence le rôle que pourraient jouer des réformes du subventionnement des entreprises publiques et des politiques sectorielles ayant un effet distorsif dans la réalisation de ces objectifs. Ces réformes n'engendrent aucun coût budgétaire supplémentaire et reposent sur la réduction des dépenses consacrées à des dispositifs de subventionnement inefficients et sur l'amélioration de la qualité des politiques sectorielles (tant budgétaires que réglementaires).

22. D'après les simulations effectuées par modélisation, ces réformes pourraient entraîner une augmentation considérable du PIB, un rééquilibrage de l'économie vers les secteurs secondaire et tertiaire et une nette amélioration du solde budgétaire. Le modèle montre que dans les entreprises publiques, les salaires sont plus élevés que dans les autres entreprises, alors que le rendement du capital y est plus faible. Cette situation se traduit par des coûts directs dans les

finances publiques sous la forme de subventions du travail et du capital versées aux entreprises publiques et de distorsions de l'allocation intrasectorielle des facteurs de production. Il apparaît en outre que le pays présente d'importantes distorsions intersectorielles, probablement imputables, du moins en partie, à des politiques qui faussent la composition de l'économie au profit du secteur primaire. Les distorsions intra et intersectorielles pèsent sur le PIB en freinant la productivité globale et en décourageant l'investissement et l'accumulation de capital. Selon les simulations, la suppression progressive de 1/2 des subventions estimées versées aux entreprises publiques et l'élimination de 1/4 des distorsions intersectorielles feraient augmenter le PIB d'environ 25 % sur une période de 15 ans et réduiraient le déficit budgétaire d'environ 6 points de pourcentage du PIB de référence. La croissance du PIB serait portée par l'expansion des secteurs tertiaire et secondaire.

23. Pour être fructueuse, la stratégie de réforme doit prévoir des mesures prioritaires visant à améliorer la gouvernance et la transparence des entreprises publiques et plus généralement des entreprises dans lesquelles l'État détient une participation. Plusieurs de ces mesures ont été proposées dans des rapports techniques antérieurs⁸. Ainsi, collecter des informations exhaustives sur les relations financières entre finances publiques et entreprises publiques constituerait une étape essentielle pour pouvoir un jour évaluer le montant réel des dispositifs de subventionnement direct et indirect des entreprises publiques. Mettre en place un cadre institutionnel de gouvernance et de surveillance des entreprises publiques plus robuste et moins fragmenté renforcerait les pratiques managériales et améliorerait la concordance entre les opérations des entreprises publiques et les priorités financières et non financières des pouvoirs publics. En outre, ouvrir, à moyen terme, le capital des entreprises publiques de nature commerciale au secteur privé permettrait de réduire les risques budgétaires et de recentrer l'action publique vers la fourniture de biens et services présentant un intérêt général manifeste.

⁸ Voir Helis et al. (2021).

Annexe I. Description du modèle

Tableau A.1 Formes fonctionnelles	
Production des entreprises	$y_{ij} = A_{ij} l_{ij}^{a_i} k_{ij}^{1-a_i}$
Agrégateur sectoriel	$Y_i = \left(y_{is}^{1-\phi} + y_{in}^{1-\phi} \right)^{\frac{1}{1-\phi}}$
Agrégateur du PIB	$Y = \left(\sum_{i=1,2,3} \omega_i Y_i^{1-\sigma} \right)^{\frac{1}{1-\sigma}}$
Fonction d'utilité sur la période considérée	$u = \frac{C^{1-\gamma}}{1-\gamma} + G$

Productivité totale des facteurs (PTF) et distorsions liées au subventionnement des entreprises publiques

Comme dans Brandt, Tombe and Zhu (2013), la condition du premier ordre de l'agrégateur du PIB est

$$P_i = P \frac{\omega_i}{\tau_i} \left(\frac{Y}{Y_i} \right)^\sigma = \left[\frac{\omega_i}{\tau_i} \left(\frac{PY}{P_i Y_i} \right)^\sigma \right]^{\frac{1}{1-\sigma}}$$

La condition du premier ordre de l'agrégateur de la production sectorielle équivaut à

$$p_{ij} = P_i \left(\frac{Y_i}{y_{ij}} \right)^\phi = P_i \left(\frac{P_i Y_i}{p_{ij} y_{ij}} \right)^{\frac{\phi}{1-\phi}}$$

Le niveau des prix des entreprises tel que calculé plus haut est utilisé pour déflater la valeur ajoutée nominale des entreprises de façon à obtenir Y_{ij} . Les productivités totales des facteurs A_{ij} sont alors déterminées à partir de la fonction de production des entreprises indiquée dans le tableau A.1, qui dépend de facteurs capital et travail donnés. Les distorsions relatives des prix des intrants des entreprises publiques sont calibrées à l'aide des équations à l'équilibre

$$\tau_i^l = \frac{p_{is} y_{is}}{p_{in} y_{in}} \cdot \frac{l_{in}}{l_{is}}; \quad \tau_i^k = \frac{p_{is} y_{is}}{p_{in} y_{in}} \cdot \frac{k_{in}}{k_{is}}$$

Fonction de production agrégée

Pour des distorsions liées aux entreprises publiques données, la valeur ajoutée sectorielle réelle à l'équilibre peut être ramenée à $Y_i = A_i L_i^{a_i} K_i^{1-a_i}$ où L_i et K_i sont les facteurs de production sectoriels agrégés et A_i est la PTF sectorielle calculée dans Brandt, Tombe et Zhu (2013). Contrairement à Brandt, Tombe and Zhu (2013), la part du travail a_i peut varier d'un secteur à l'autre et la production agrégée ne peut pas être exprimée sous la forme d'une fonction de Cobb-Douglas. Par conséquent, nous suivons une autre approche.

Les conditions habituelles de maximisation du profit d'une entreprise représentative qui réalise sa production selon $Y_i = A_i L_i^{a_i} K_i^{1-a_i}$ et paie ses facteurs de production, capital et travail, au prix du marché aboutissent à

$$(1) \quad \frac{L_i}{K_i} = \frac{a_i}{1-a_i} \rho$$

où $\rho = \frac{r}{w}$ correspond au coût relatif du capital. Si r est égal au produit marginal du capital et conformément à (1), alors le prix de la production sectorielle peut être exprimé sous la forme

$$(2) \quad P_i = \frac{r}{A_i(1-a_i)^{1-a_i}a_i^{a_i}} \rho^{-a_i}$$

La condition habituelle de premier ordre pour l'agrégateur du PIB permet d'obtenir

$$(3) \quad \left(\frac{\tau_i P_i}{\omega_i P}\right)^{-\frac{1}{\sigma}} Y = Y_i = A_i \left(\frac{L_i}{K_i}\right)^{a_i} K_i = \left(\frac{a_i}{1-a_i} \kappa\right)^{a_i} K_i$$

Les membres de gauche et de droite de (3) permettent d'obtenir une expression de K_i . Si l'on pose $\sum_i K_i = K$, alors

$$(4) \quad (r\rho)^{-\frac{1}{\sigma}} \sum_i \beta_i \rho^{\frac{1-\sigma}{\sigma} a_i} = K$$

avec

$$\beta_i = \left(\frac{\omega_i}{\tau_i}\right)^{\frac{1}{\sigma}} A_i^{\frac{1-\sigma}{\sigma}} \left(\frac{a_i}{1-a_i}\right)^{\frac{1-\sigma}{\sigma} a_i} (1-a_i)^{\frac{1}{\sigma}}$$

L'équation (3) peut également s'écrire

$$(5) \quad \left(\frac{\tau_i P_i}{\omega_i P}\right)^{-\frac{1}{\sigma}} Y = \left(\frac{a_i}{1-a_i} \rho\right)^{a_i-1} L_i$$

Si l'on pose $\sum_i L_i = L$, alors

$$(6) \quad (r\rho)^{-\frac{1}{\sigma}} \sum_i \beta_i \frac{a_i}{1-a_i} \rho^{\frac{1-\sigma}{\sigma} a_i+1} = L$$

En divisant (4) par (6) et en réarrangeant l'équation, on obtient

$$(7) \quad \sum_i \beta_i \frac{\frac{L}{K} - \frac{a_i}{1-a_i} \rho}{\rho^{\frac{\sigma-1}{\sigma} a_i}} = 0$$

Pour K et L donnés, il faut résoudre l'équation (7) pour obtenir la valeur à l'équilibre du prix relatif du capital ρ . À partir des équations (4) et (6), on peut alors écrire K_i et L_i en fonction des ratios κ_i et λ_i ,

$$\kappa_i \equiv \frac{K_i}{K} = \beta_i \rho^{\frac{1-\sigma}{\sigma} a_i} \quad \lambda_i \equiv \frac{L_i}{L} = \beta_i \frac{a_i}{1-a_i} \rho^{\frac{1-\sigma}{\sigma} a_i+1}$$

En conclusion, pour K et L et un vecteur $\bar{\tau}$ des entreprises publiques et des distorsions sectorielles donnés, on peut calculer la valeur de la PTF sectorielle A_i et les facteurs de production K_i et L_i à l'équilibre. On obtient alors la production sectorielle Y_i qui, par agrégation à l'aide de la fonction de production agrégée, donne Y .

$$Y = f(K, L, \bar{\tau}) = \left[\sum_i \omega_i (A_i L_i^{a_i} K_i^{1-a_i})^{1-\sigma} \right]^{\frac{1}{1-\sigma}} = \left\{ \sum_i \omega_i \left[A_i \left(\frac{a_i}{1-a_i} \rho \right)^{a_i} \kappa_i \right]^{1-\sigma} \right\}^{\frac{1}{1-\sigma}} K$$

Accumulation du capital et problème du ménage

Ce problème est résolu par une itération classique sur la fonction de valeur, à partir d'une fonction de production agrégée modifiée $(1-\chi)f(K, L, \tau)$ de façon à tenir compte de la fraction de la production qui n'est pas appropriée par le ménage.

Bibliographie

Brandt L., T. Tombe and X. Zhu. 2013. "Factor market distortions across time, space and sectors in China." *Review of Economic Dynamics* 16, pages 39-58.

J. L. Helis, M. El Rayess, E. G. Makiadi, G. Suc and E. Rousselot. "Cameroun: renforcer la surveillance, la gouvernance et la maîtrise des risques budgétaires dans la gestion des entreprises publiques." Technical Report, March 2021, IMF Fiscal Affairs Department.

FINTECH ET INCLUSION FINANCIÈRE AU CAMEROUN¹

A. Introduction

1. Le présent document étudie l'articulation entre la fintech et l'inclusion financière au Cameroun. Des études portant sur plusieurs pays ont permis d'établir que l'inclusion financière, en tant que facette du développement financier, contribue à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de l'accès au financement pour les petites entreprises et au lissage de la consommation des ménages. La fintech ayant connu, ces dernières années, une croissance très rapide au Cameroun, il est désormais important de mesurer l'ampleur de la contribution de ce secteur au renforcement de l'inclusion financière et de recenser les dimensions de la fintech qui mériteraient d'être renforcées. Des données récentes donnent à croire que la fintech peut parfois favoriser l'inclusion financière en servant de complément ou de substitut aux modes de financement plus traditionnels. Cela dit, les données semblent également indiquer qu'il demeure essentiel d'éliminer les différents obstacles aux services financiers pour tirer parti des possibilités qu'offre la finance numérique.

2. Le document est structuré de la manière suivante. La section B passe en revue de manière sélective les études portant sur l'inclusion financière, la fintech et le développement financier. La section C présente des faits stylisés sur la monnaie numérique et l'accès aux services financiers au Cameroun. La section D analyse l'articulation empirique entre la monnaie numérique et l'intermédiation par les institutions de microfinance. La section E effectue une analyse empirique de la relation entre le développement financier et la croissance économique au Cameroun. Enfin, la section F aborde l'incidence de la fintech sur les politiques économiques du pays.

B. Inclusion financière, fintech et développement financier : enseignements tirés des études

3. L'inclusion financière joue un rôle essentiel dans le développement économique. Les études démontrent que le processus général de développement financier favorise la croissance économique ainsi que la croissance de la productivité et l'accumulation de capital, tant au niveau macroéconomique que microéconomique (Beck et coll., 2020). Il s'avère également que le développement financier permet de réduire les inégalités de revenus et la pauvreté. Nous pouvons considérer l'inclusion financière comme une dimension du développement financier ; à ce titre, elle peut donc être corrélée à un grand nombre d'avantages qui en découlent.

4. L'inclusion financière peut à terme engendrer des retombées positives aux niveaux macroéconomique et microéconomique, dans la mesure où les conditions propices sont réunies. Selon Barajas et coll. (2020a), l'amélioration de l'accès aux services financiers est associée à une réduction des inégalités de revenus ; les auteurs soutiennent le bien-fondé de la promotion de

¹Section rédigée par Mokhtar Benlamine (FMI) et Thierry Tresselt (FMI).

l'inclusion financière des femmes, car les inégalités se réduisent encore davantage lorsque les politiques économiques intègrent la dimension féminine. Il est possible de privilégier à la fois l'inclusion financière et la stabilité financière moyennant un niveau élevé de qualité de la réglementation et du contrôle. Barajas et coll. (2020b) affirment que les facteurs à la fois structurels et relevant des politiques économiques – tels que les tensions liées à l'asymétrie de l'information et à l'aléa moral, ainsi que l'incitation à la concurrence bancaire ou l'acheminement des paiements publics au moyen de comptes bancaires – ont une incidence importante sur le niveau d'inclusion financière. Les auteurs notent que l'inclusion financière revêt une importance particulière en ce qui concerne l'accès aux services financiers et l'utilisation de ces services par les ménages pour gérer les risques et lisser leur consommation, ainsi que pour l'allègement des contraintes de financement qui pèsent sur les micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Fouejie et coll. (2020) démontrent que la stabilité économique et institutionnelle, la concurrence, la taille de la fonction publique et l'efficacité de l'État, l'infrastructure d'information sur la solvabilité (par exemple, les registres de crédit), la conjoncture (par exemple, les cadres juridiques régissant l'exécution de contrats), et la capacité de contrôle et de réglementation du secteur financier sont des facteurs qui favorisent l'inclusion financière des MPME. Mengistu et Perez-Saiz (2018) constatent que la concurrence bancaire favorise l'inclusion financière. Le rapport (2018a) du FMI indique que l'accès aux services financiers est peu développé au Cameroun et qu'il est tributaire des conditions socio-économiques, dont la faiblesse des niveaux de scolarité, et que le secteur de la microfinance est un fournisseur majeur de services financiers.

5. Dans un environnement propice, la fintech et la finance numérique peuvent contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière.

Khera et coll. (2021b) constatent que l'accès aux infrastructures, les connaissances financières et numériques, et la qualité des institutions constituent des facteurs moteurs de l'inclusion financière numérique, laquelle peut favoriser la croissance économique. Sahay et coll. (2020) démontrent que, dans l'ensemble des pays, la finance numérique a tendance à renforcer l'inclusion financière, servant de complément ou de substitut au secteur financier traditionnel. Cela dit, l'essor rapide des services financiers numériques pourrait également s'accompagner de risques pour la stabilité financière si la réglementation et le contrôle de ces services n'évoluent pas en parallèle. Une étude du FMI (2018b) analyse la réussite du développement des services bancaires mobiles au Kenya et le rôle de ces derniers dans la promotion de l'inclusion financière. Le rapport souligne que l'expansion des activités bancaires traditionnelles a également joué un rôle, mais que les innovations dans la sphère des technologies mobiles ont permis d'élargir l'accès aux services financiers ; de diversifier la base de fournisseurs de services financiers ; et de lisser la consommation, de réduire la pauvreté et de stimuler la croissance. En revanche, Gershenson et coll. (2021) ne trouvent pas d'éléments permettant d'étayer le lien entre le développement de la fintech et l'amélioration de l'inclusion financière en Amérique latine ; et le postulat selon lequel les obstacles à l'entrée dans le secteur financier, conjugués à un environnement réglementaire contraignant, pourraient avoir entravé l'adoption plus rapide de la fintech. Sy et coll. (2020) constatent que la fintech s'est avérée être un élément moteur qui a façonné le secteur financier en Afrique subsaharienne et qu'elle pourrait générer d'importants dividendes pour l'inclusion financière et pour l'expansion des circuits financiers en renforçant le niveau d'efficacité du secteur financier. Pour favoriser l'essor de la fintech, il conviendrait pour les

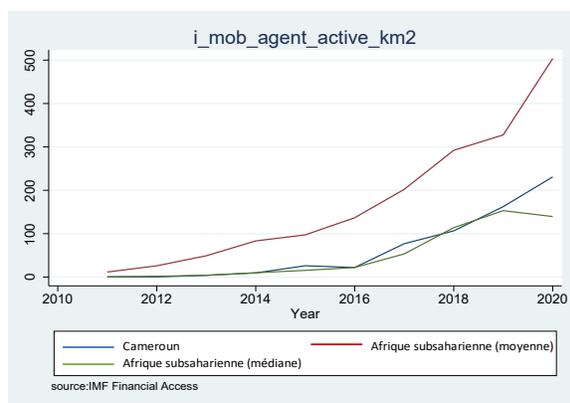
décideurs de combler l'important déficit en matière d'infrastructures qui prévaut actuellement dans la région, à commencer par l'électricité et les services Internet, et la réglementation doit également emboîter le pas aux innovations de la fintech.

C. Accès aux services financiers et services bancaires mobiles au Cameroun : faits stylisés

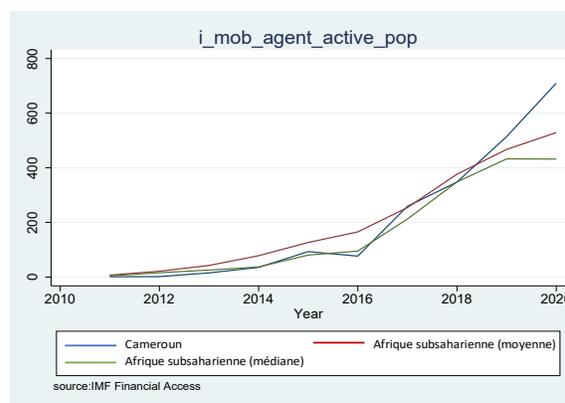
6. Au Cameroun, l'accès aux services bancaires mobiles s'est considérablement élargi ces dernières années, rendu possible par la démocratisation croissante du téléphone portable et d'Internet, mais cet accès pourrait être élargi davantage (graphique 1). Le nombre de points de vente de services mobiles actifs au kilomètre carré est passé d'une moyenne de quatre en 2014 à 230 en 2020. Cet accès à des services mobiles se situe à peu près dans la médiane des pays d'Afrique subsaharienne, mais il demeure nettement inférieur à la moyenne des pays de cette région, soit 503 points de vente d'agents de services mobiles actifs au kilomètre carré. Le nombre de points de vente de services mobiles actifs par habitant a également connu une augmentation très rapide, passant de 35 agents en 2014 à 709 agents en 2020, et ce chiffre est supérieur à la moyenne de 528 agents en 2020 en Afrique subsaharienne. L'utilisation de l'infrastructure des services bancaires mobiles (pourcentage de la population disposant d'un abonnement de téléphonie mobile) et de l'infrastructure d'Internet (pourcentage de la population utilisant l'Internet) a considérablement évolué ces dernières années et se situe au niveau de la moyenne en Afrique subsaharienne, mais demeure nettement en dessous de la moyenne mondiale.

Graphique 1. Accès aux services bancaires mobiles

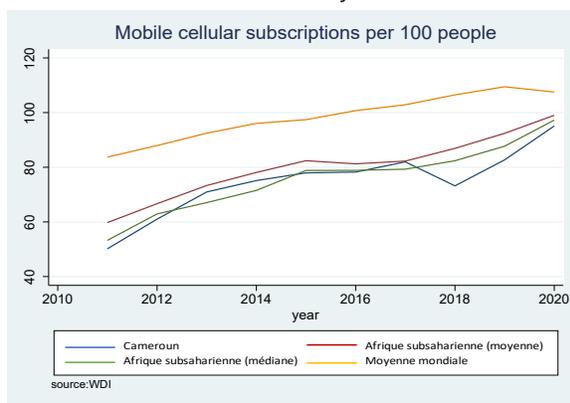
L'accès au km2 s'est grandement amélioré, mais demeure bien en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne...



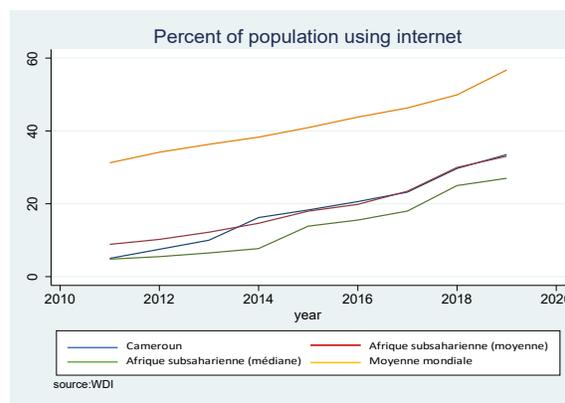
... tandis que l'accès aux agents de services mobiles par habitant se situe dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne.



L'utilisation des infrastructures de téléphonie mobile se situe dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne, mais demeure bien en dessous de la moyenne mondiale...



... et il en va de même pour les infrastructures d'Internet.



7. Ces dernières années, les transactions effectuées au moyen des services bancaires mobiles ont connu un essor très rapide, dépassant la moyenne au sein de l'Afrique subsaharienne, mais selon un indicateur composite, certaines régions afficheraient encore un taux d'utilisation de la monnaie numérique comparativement

faible (graphique 2). Au Cameroun, le recours aux services bancaires mobiles pour effectuer différentes transactions a connu une croissance exponentielle ces dernières années, et son niveau est supérieur à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. La valeur totale des transactions annuelles est passée de

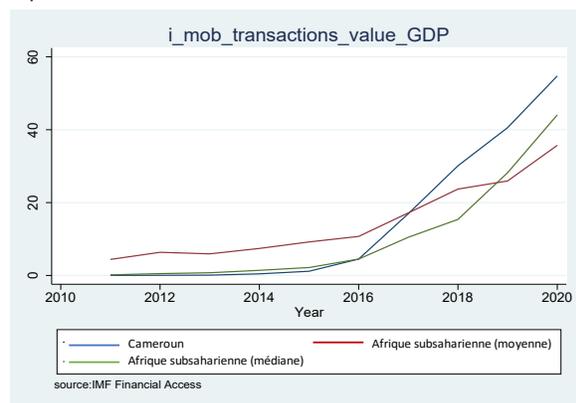
Indice de l'inclusion financière numérique

Accès	Sources des données	Pondération
Accès aux infrastructures numériques		
Abonnements de téléphonie mobile (pour 100 personnes)	UIT	0,125
% de la population ayant accès à Internet	UIT	
Nombre de points de service d'argent mobile enregistrés pour 100 000 adultes	GSMA; FAS du FMI; est. des services du FMI.	0,125
Utilisation		
% d'adultes ayant un compte mobile	Findex BM	
% d'adultes qui utilisent Internet pour payer	Findex BM	
% d'adultes qui utilisent un téléphone mobile pour recevoir un salaire ou un traitement	Findex BM	
% d'adultes qui utilisent un téléphone mobile pour payer leurs factures de services publics	Findex BM	

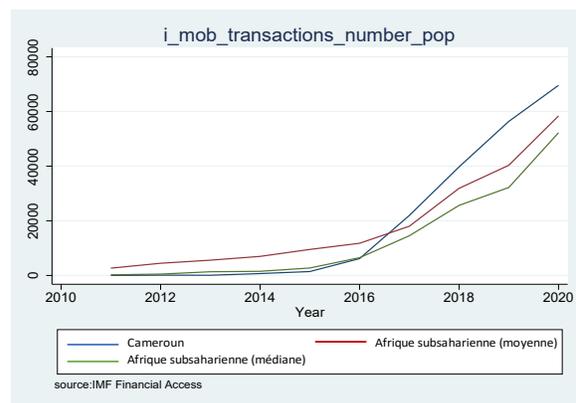
moins de ½ point de pourcentage en 2014 à près de 55 % du PIB en 2020. Ce chiffre reflète sans doute l'augmentation sensible du nombre de transactions par année pour 1 000 adultes, passant d'environ 700 en 2014 à près de 70 000 en 2020. Le nombre de transactions par compte actif, plus particulièrement, est passé d'environ 5 par année en 2014 à près de 126 en moyenne, en 2020. Toutefois, d'après l'indicateur composite d'inclusion financière par la fintech, mis au point par Khera et coll. (2021), l'inclusion financière numérique du Cameroun est relativement faible, en dépit du niveau relativement élevé d'infrastructures et de transactions mobiles. Cet indicateur, qui comprend également des indicateurs relatifs à l'utilisation du téléphone portable pour le paiement de factures des services publics et des salaires, semble indiquer une faible utilisation des services mobiles dans ces deux domaines.

Graphique 2. Utilisation des services bancaires mobiles

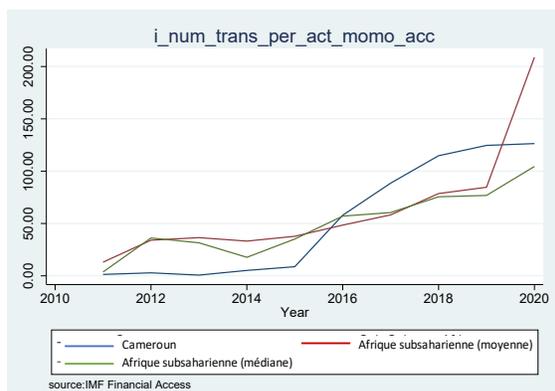
La valeur des transactions de services bancaires mobiles en tant que pourcentage du PIB a connu une croissance exponentielle ces 10 dernières années...



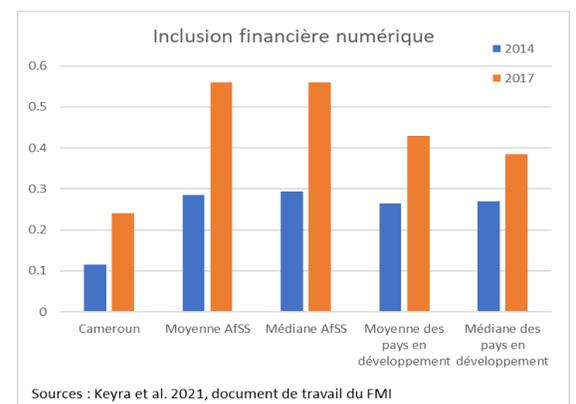
...ainsi que le volume de transactions.



Ce qui pourrait témoigner d'une utilisation accrue des services bancaires mobiles par compte actif.



Toutefois, un indicateur composite semble indiquer une utilisation relativement faible des services bancaires mobiles pour régler des salaires ou des factures de services publics.



8. L'accès aux infrastructures de services bancaires commerciaux traditionnels est comparativement faible, tandis que l'accès aux institutions de microfinance est supérieur à la moyenne pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (Tableau 1). Les banques commerciales disposent d'un nombre relativement limité d'agences et de distributeurs automatiques de billets,

limitant de ce fait l'accès des PME et des particuliers aux services bancaires traditionnels. Le nombre d'agences bancaires pour 100 000 adultes (respectivement par 1 000 km²) a augmenté ces dernières années mais, à raison d'une moyenne de 2,15 (respectivement 0,68 en moyenne), ce nombre demeure à environ 1/2 de la médiane pour l'Afrique subsaharienne qui s'établit à 4,02 (respectivement 1,28) à la fin de 2019. Les indicateurs d'accès aux institutions de microfinance sont relativement meilleurs, le nombre d'agences d'établissements de microfinance étant égal ou supérieur à la moyenne pour l'Afrique subsaharienne, à la fois pour 100 000 adultes ou par 1 000 km². Toutefois, si les indicateurs moyens et médians de l'accès aux services de microfinancement se sont améliorés pour les pays d'Afrique subsaharienne, ils sont demeurés stables au Cameroun depuis 2014².

Tableau 1. Cameroun : indicateurs de l'accès aux services financiers

Indicateurs d'accès aux services financiers : banques et institutions de microfinance							
Banques commerciales			Institutions de microfinance				
Succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes			Ensemble de succursales d'institutions de microfinance pour 100 000 adultes				
	Cameroun	Moyenne AfSS	Médiane AfSS		Cameroun	Moyenne AfSS	Médiane AfSS
2014	1,98	4,89	3,93	2014	6,67	4,35	2,17
2019	2,15	4,86	4,02	2019	6,95	5,30	3,01
Succursales de banques commerciales pour 1 000 km ²			Ensemble de succursales d'institutions de microfinance par 1 000 km ²				
	Cameroun	Moyenne AfSS	Médiane AfSS		Cameroun	Moyenne AfSS	Médiane AfSS
2014	0,54	4,26	0,97	2014	1,81	1,60	0,77
2019	0,68	2,30	1,28	2019	2,19	2,31	1,28
GAB pour 100 000 adultes							
	Cameroun	Moyenne AfSS	Médiane AfSS				
2014	3,58	10,02	5,57				
2019	4,61	13,05	6,08				
GAB pour 1 000 km ²							
	Cameroun	Moyenne AfSS	Médiane AfSS				
2014	0,97	3,47	1,59				
2019	1,45	4,63	2,23				

Source : données du FMI sur l'accès aux services financiers

D. La fintech et le développement de la microfinance en Afrique subsaharienne

9. Une analyse empirique est entreprise afin d'évaluer le lien entre les services financiers mobiles et les institutions de microfinance (encadré 1). Des calculs de régression dynamique de données de panel reposant sur des données annuelles sont effectués pour un échantillon de 23 pays d'Afrique subsaharienne pour la période 2011-20. La variable dépendante représente le ratio du

² Ceci pourrait s'expliquer par le fait que deux institutions de microfinance sont devenues des banques à part entière au cours de cette période.

volume de prêts émis par les institutions de microfinance en proportion du PIB³. Les variables explicatives comprennent la croissance du PIB en termes réels comme indicateur de l'activité économique ainsi que deux variables mesurant l'ampleur du secteur des services bancaires mobiles : i) le ratio de la valeur des transactions de services bancaires mobiles en proportion du PIB ; et : ii) le ratio du nombre de transactions de services bancaires mobiles par habitant. Les régressions comprennent une variable dépendante décalée pour refléter la persistance de l'intermédiation par les institutions de microfinance et un ensemble d'effets fixes propres au pays pour rendre compte de la différence persistante observée et non observée du développement de la microfinance entre les pays au sein de notre échantillon.

10. Les services bancaires mobiles sont négativement corrélés aux activités de prêt des institutions de microfinance, ce qui donne à croire que la monnaie numérique peut se substituer à d'autres modes de financement (tableau 2). S'il n'existe pas nécessairement de lien de causalité, cette constatation donne à croire que la filière des services bancaires mobiles peut servir de substitut à certains prêts octroyés par des institutions de microfinance plutôt que d'incitation à consentir de tels prêts. Cette constatation est cohérente avec des données récentes en provenance d'Afrique subsaharienne⁴. Au sein même des pays, l'essor des services bancaires mobiles est associé à une baisse des crédits accordés par les institutions de microfinance, après contrôle de l'activité économique (croissance du PIB en termes réels), des ratios antérieurs de crédit/ PIB des institutions de microfinance et des caractéristiques particulières des pays fixes dans le temps (de tels effets fixes propres au pays permettraient de tenir compte des différences permanentes entre pays au niveau de l'activité bancaire mobile et des prêts accordés par les institutions de microfinance) (colonnes 1 et 3). Ce lien vaut pour chacun des deux indicateurs de l'activité de services bancaires mobiles. Le lien a une importance sur le plan statistique : une augmentation d'une unité de l'écart-type relative à l'activité bancaire mobile (pour l'indicateur pertinent dans les colonnes 1 et 3) est associée à une baisse de 0,6 en pourcentage du PIB de l'octroi de prêts par les institutions de microfinance (colonne 1) et de 0,8 en pourcentage du PIB (colonne 3) respectivement⁵. La corrélation négative ne disparaît pas pour autant, mais elle devient statistiquement négligeable lorsque les effets fixes propres au pays sont retirés (colonnes 3 et 4), ce qui laisse supposer que les constatations reflètent des corrélations *au sein du pays* et non des corrélations *entre pays*.

³ Autre variable utilisée : le ratio de dépôts dans des institutions de microfinancement en proportion du PIB. Cela dit, les données disponibles étaient insuffisantes pour effectuer des analyses régressives.

⁴ Voir : [Mobile financial services can increase impacts of microfinance organizations—but the story is more complicated than we think \(brookings.edu\)](#); et : [Mobile Money and the Economy: A Review of the Evidence | The World Bank Research Observer | Oxford Academic \(oup.com\)](#)

⁵ Ces corrélations statistiques semblent revêtir une importance économique étant donné que, dans notre échantillon, le ratio moyen de prêts par rapport au PIB octroyés par une institution de microfinance est de 1,54 %.

Encadré 1. Modèle empirique : services bancaires mobiles et microfinancement

Nous effectuons une estimation sur la base d'un modèle économétrique qui établit un lien entre un prêt accordé par une institution de microfinance et le niveau d'activité des services bancaires mobiles. Le modèle empirique se décline comme suit :

$$Credit_GDP_{i,t} = \alpha \cdot Credit_GDP_{i,t-1} + \beta \cdot growth_{i,t} + \delta \cdot Mobile_Money_{i,t} + F_i + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Où $Credit_GDP_{i,t}$ représente le ratio de prêt par rapport au PIB octroyé par une institution de microfinance, $growth_{i,t}$ représente la croissance du PIB réel, $Mobile_Money_{i,t}$ signifie le ratio de la valeur des transactions bancaires mobiles par rapport au PIB ou le ratio du volume de transactions bancaires mobiles par habitant, F_i est un ensemble d'effets fixes propres au pays et $\varepsilon_{i,t}$ est un terme d'erreur.

Pays	Fréq.	%	Cum.
1 Angola	5	3,25	3,25
2 Bénin	6	3,9	7,14
3 Botswana	6	3,9	11,04
4 Burkina Faso	7	4,55	15,58
5 Cameroun	5	3,25	18,83
6 Côte d'Ivoire	7	4,55	23,38
7 Gambie	1	0,65	24,03
8 Ghana	5	3,25	27,27
9 Guinée	8	5,19	32,47
10 Guinée-Bissau	6	3,9	36,36
11 Kenya	10	6,49	42,86
12 Libéria	3	1,95	44,81
13 Malawi	3	1,95	46,75
14 Mali	7	4,55	51,3
15 Niger	7	4,55	55,84
16 Nigéria	9	5,84	61,69
17 Rwanda	10	6,49	68,18
18 Sénégal	7	4,55	72,73
19 Afrique du Sud	5	3,25	75,97
20 Togo	7	4,55	80,52
21 Ouganda	10	6,49	87,01
22 Zambie	10	6,49	93,51
23 Zimbabwe	10	6,49	100

L'échantillon couvre la période 2011-20 et comprend 23 pays d'Afrique subsaharienne (voir tableau). Dans le cadre de l'analyse de robustesse, nous excluons les données de 2020 et calculons une estimation du coefficient de pente propre au Cameroun.

Tableau 2. Cameroun - Résultats du modèle de régression : services bancaires mobiles et microfinancement

Variable dépendante : prêts des institutions de microfinance / PIB	(1)	(2)	(3)	(4)
Variable dépendante décalée	1,372*** (0,102)	1,468*** (0,054)	1,372*** (0,102)	1,467*** (0,054)
Croissance du PIB réel	0,593 (0,776)	-1,002 (1,160)	0,0687 (0,656)	-1,203 (1,095)
Valeur des transactions bancaires mobiles	-0,00316*** (0,001)	-0,000343 (0,002)		
Nombre de transactions bancaires mobiles / habitant			-2,28e-06*** -6,83E-07	-8,88E-07 -9,28E-07
Constante	3,198 (2,8720)	-0,376*** (0,0724)	3,212 (2,8660)	-0,351*** (0,0689)
EF pays	OUI	NON	OUI	NON
Observations	154	154	154	154
R2	0,995	0,978	0,995	0,978

E. Développement financier et croissance économique au Cameroun

11. Cette section analyse l'articulation entre la croissance économique et les crédits accordés au secteur privé au Cameroun. Une analyse économétrique des séries chronologiques est menée au moyen de techniques de cointégration afin de déterminer s'il existe une relation de longue date entre la croissance économique et le développement financier. Les variables envisagées sont le PIB réel par habitant, le ratio de l'investissement brut-PIB, l'ouverture commerciale représentée par le ratio des exportations et des importations de biens et de services par rapport au PIB, et les crédits accordés au secteur privé. Les données trimestrielles sont utilisées et couvrent la période 2013-2020. Les variables satisfont aux exigences statistiques requises pour mener une analyse de cointégration (encadré 2).

12. Au Cameroun, le développement financier jouit d'une corrélation positive de longue date avec la croissance économique, sans doute rendue possible par la croissance de la productivité (tableau 3). Nous constatons une relation positive à long terme et importante sur le plan statistique entre le PIB par habitant et le crédit au secteur privé, avec une élasticité de 0,36, ce qui témoigne du fait qu'une augmentation de 1 % du ratio du crédit au secteur privé par rapport au PIB génère une augmentation de 0,36 % du PIB par habitant à long terme. Cette constatation concorde avec la théorie économique. Pour cette élasticité, le coefficient de l'intervalle de confiance varie entre tout au moins 0,05 et 0,68 tout au plus, ce qui confirme l'importance statistique de cette relation. Ce résultat est obtenu par une équation de cointégration qui comprend également le ratio de l'investissement par rapport au PIB, ce qui sous-entend que l'articulation à long terme estimée entre le crédit privé et le PIB se situe ailleurs que dans les canaux d'investissement, comme la croissance de la productivité. Nous obtenons également une relation à long terme positive et importante du point de vue statistique entre le PIB par habitant et l'investissement, avec une élasticité de 0,11, ce qui est conforme à la théorie économique. Dans la mesure où l'investissement repose en partie sur l'octroi de prêts par le secteur financier, le développement financier a également une incidence sur la croissance économique au moyen de l'investissement. Ces résultats cadrent avec les études existantes de différents pays (Beck et coll. (2000)).

Encadré 2. Tests statistiques de séries chronologiques

Les tests de racine unitaire sont menés à la fois au moyen du test augmenté de Dickey-Fuller (ADF) et du test de Phillips Perron (PP). Ces tests arrivent à la conclusion que toutes les variables sont non stationnaires et intégrées selon un coefficient d'ordre 1 (tableau x-1). Le modèle de cointégration multivarié de Johansen (1988) conclut à l'existence d'au moins une relation à long terme entre les variables. Plusieurs tests sont effectués

Date : 11/01/22 heure: 11:34

Échantillon : 2005Q1 2020Q4

Observations formulées 30

Séries L_R_GDP_P_CAPITA L_CREDIT_PRI_SECTOR L_INVETSMNT2 L...

Série exogène : L_AGR_GGDP_P_CAPITA

Avertissement : Valeurs critiques du test de classement dérivées en supposant qu'il n'y a pas de série exogène

Intervalle de décalage : 1 à 1

Sélection (niveau 0,05*) Nombre de relations de cointégration par modèle

Tendance de	Aucun	Aucun	Linéaire	Linéaire	Quadratique
Type d'essai	Pas d'interception	Interception	Interception	Interception	Interception
	Aucune tendance	Aucune tendance	Aucune tendance	Tendance	Tendance
Trace	2	2	2	1	1
Max-Eig	2	2	1	1	1

*Valeurs critiques basées sur MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

pour confirmer la solidité des résultats, y compris i) le test CUSUM et les tests CUSUM-carrés pour les séries (Brown, Durbin, et Evans, 1975) pour vérifier la stabilité des paramètres de régression ; ii) le test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey. De plus, à la fois les tests de racine unitaire d'ADP et les tests de PP confirment la stationnarité de la valeur résiduelle de la régression.

Tableau 1. Tests de racine unitaire

Variable	Transformation	FAD			PP			Résultat
		Interception	Interception et tendance	Aucune	Interception	Interception et tendance	Aucune	
PIB réel par habitant	Log	0,874	0,728	0,998	0,016	0,000	0,984	I(1)
(R_GDP_P_CAPITA)	dlog	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
Créances sur le secteur privé	Log	0,004	0,906	1,000	0,000	0,770	0,000	I(1)
(CREDIT_PRI_SECTOR)	dlog	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
Ouverture	Log	0,761	0,005	0,409	0,046	0,005	0,491	I(1)
(OUVERTURE)	dlog	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
Investissement	Log	0,916	0,049	0,999	0,101	0,000	0,984	I(1)
(INVESTMENT2)	dlog	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
Résiduel	Log	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	I(0)

Tableau 3. Cameroun : relation de cointégration

Dependent Variable: L_R_GDP_P_CAPITA

Method: Least Squares

Date: 01/11/22 Time: 11:33

Sample (adjusted): 2013Q1 2020Q4

Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	9.284413	0.837832	11.08147	0.0000
L_CREDIT_PRI_SECTOR	0.363571	0.113014	3.217052	0.0034
L_OPENESS	-0.087312	0.056669	-1.540728	0.1350
L_INVETSMNT2	0.112609	0.042878	2.626259	0.0140
@TREND	-0.004072	0.002150	-1.893530	0.0691
R-squared	0.695864	Mean dependent var	11.96938	
Adjusted R-squared	0.650807	S.D. dependent var	0.049565	
S.E. of regression	0.029290	Akaike info criterion	-4.080573	
Sum squared resid	0.023163	Schwarz criterion	-3.851551	
Log likelihood	70.28916	Hannan-Quinn criter.	-4.004659	
F-statistic	15.44401	Durbin-Watson stat	2.640516	
Prob(F-statistic)	0.000001			

Note : L_X renvoie à la transformation logarithmique de la variable X.

$$= \alpha \cdot \text{Credit_GDP}_{i,t-1} + \beta \cdot \text{growth}_{i,t} + \delta \cdot \text{Mobile_Money}_{i,t} + F_t + \varepsilon_{i,t}$$

F. Incidence sur la politique économique du Cameroun

13. En dépit de la croissance rapide des services bancaires mobiles au Cameroun, l'accès des habitants aux services financiers demeure faible, et il conviendrait d'accélérer le rythme des réformes visant à améliorer l'inclusion financière des particuliers et des entreprises.

L'expérience vécue par d'autres pays révèle qu'un système bancaire solide constitue une condition préalable à la poursuite de l'amélioration de l'accès aux services financiers qui, à son tour, contribue à l'élargissement du secteur financier et stimule la croissance économique. Les services bancaires mobiles ont connu une progression rapide ces dernières années et permettent de soutenir l'inclusion financière, notamment les transferts d'argent et les paiements. Cela dit, ils pourraient soutenir encore davantage les activités d'intermédiation des institutions de microfinance.

14. La nouvelle stratégie nationale de la finance inclusive 2021-2025 constitue l'occasion de lancer une vague de réformes. La stratégie pourrait intégrer des mesures de politique économique précises destinées à renforcer la culture financière et à améliorer les registres fonciers. Elle pourrait instaurer aussi la mise en place de bureaux de crédit et renforcer les institutions existantes qui facilitent la collecte et la communication d'informations entre les banques et les institutions de microfinance. Cette stratégie pourrait également prévoir des réformes destinées à renforcer les services bancaires mobiles, notamment au moyen d'une infrastructure de réseaux de téléphonie mobile, et renforcer les complémentarités avec le système bancaire, notamment au chapitre des prêts aux microconsommateurs. Les nouvelles taxes prévues dans la loi budgétaire de 2022, telles que l'impôt sur le revenu des institutions de microfinance à but non lucratif et la taxe sur les transactions mobiles, devraient être révisées et supprimées progressivement étant donné leur incohérence avec les objectifs d'inclusion financière et de développement financier.

15. Les réformes du secteur bancaire concourent également à la réalisation de l'objectif d'inclusion financière. Ces réformes comprennent : i) la restructuration des deux banques en faillite ; ii) la mise en œuvre de la loi de 2019, autorisant l'assainissement des bilans bancaires par la mise à l'écart des prêts antérieurs improductifs, de concert avec le recrutement et la formation de juges et de greffiers et la transformation opérationnelle des tribunaux de commerce spécialisés ; iii) les politiques fiscales, y compris la TVA sur les produits d'intérêts, et l'imposition des provisions au moment de la radiation des anciens prêts bancaires improductifs pourraient faire l'objet d'un réexamen dans le cadre du prochain diagnostic fiscal (ci-dessus) afin de faciliter les activités d'intermédiation financière des banques et des institutions de microfinance ; iv) les ressources de la Société de recouvrement des créances du Cameroun (SRC) et sa structure organisationnelle doivent être renforcées davantage conformément à ses mandats.

Bibliographie

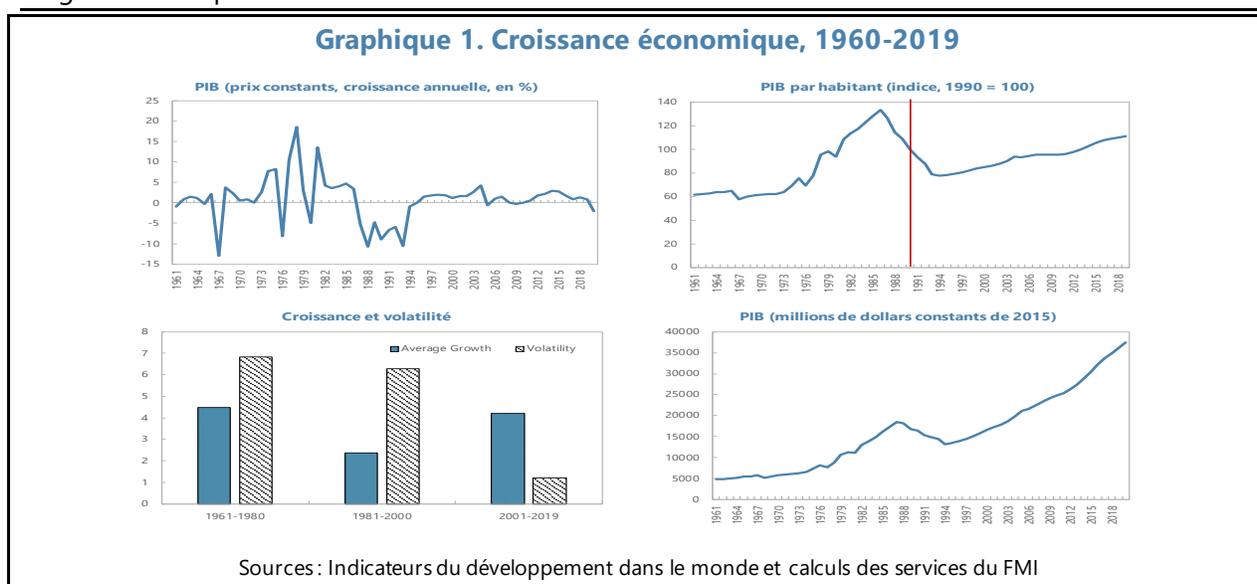
- Aron, Jeanine, 2018, "Mobile Money and the Economy: A Review of the Evidence", The World Bank Research Observer, Volume 33, Issue 2, August 2018.
- Barajas, A., Beck, T., Belhaj, M., Ben Nacoeur, S., 2020, "Financial Inclusion: What Have we Learned so Far? What Do we Have to Learn?", IMF WP/20/157.
- Barajas, A., Chen, S., Cihak, Fouejieu, A., Sahay, R., and Xie, P., 2020, "Finance and Inequality", IMF Staff Discussion Note SDN/20/01.
- Beck, T., R. Levine and N. Loayza , 2000, "Finance and the Sources of Growth", Journal of Financial Economics 58, 261-300.
- Fouejie, A., Ndoye, A., and T. Sydorenko, 2020, "Unlocking Access to Finance for SMEs: A Cross-Country Analysis", IMF WP 20/55.
- Gershenson, D., Herrera, L., Lambert, F., Ramos, G., Rousset, M. and J. Torres, 2021, "FinTech and Financial Inclusion in Latin America and the Caribbean", IMF Working Paper WP/21/221.
- Khera, P., Ng, S., Ogawa, S., and R. Sahay, 2021a, "Measuring Digital Financial Inclusion in Emerging Market and Developing Economies: a New Index", IMF WP/21/90.
- Khera, P., Ng, S., Ogawa, S., and R. Sahay, 2021b, "Is Digital Financial Inclusion Unlocking Growth?", IMF WP/21/167.
- Mengistu, A., and H. Perez-Saiz, 2018c, "Financial Inclusion and Bank Competition in Sub-Saharan Africa", IMF WP 18/256.
- Ministère des Finances, 2021, « Stratégie Nationale de la Finance Inclusive 2021-2025 », draft June 2021, République du Cameroun.
- International Monetary Fund, 2018a, "Kenya's Success in Boosting Financial Inclusion", IMF Country Report 18/296.
- International Monetary Fund, 2018b, "Financial Inclusion in Cameroon", IMF Country Report 18/256.
- Sahay, R., von Allmen, U., Lahreche, A., Khera, P., Ogawa, S., Bazarbash M., and K. Beaton, 2020, "The Promise of Fintech: Financial Inclusion in the Post COVID-19 Era" IMF Departmental Paper No. 20/09.
- Sy, Amadou N.R., Maino R., Massara A., Perez-Saiz H., Sharma P., 2019, "Fin-Tech in Sub-Saharan Countries: A Game Changer", IMF Departmental Paper No. 19/04.
- Varendh Mansson, Cecilia, 2021, "Mobile financial services can increase impacts of micro-finance organizations – but the story is more complicated than we think", Brookings Institution.

CROISSANCE POTENTIELLE AU CAMEROUN¹

A. Introduction

1. Le Cameroun est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui compte 25 millions d'habitants. Depuis son accession à l'indépendance, en 1960, la croissance annuelle du pays s'est limitée à une moyenne de 3,6 %, le PIB par habitant n'augmentant que de 0,8 % en moyenne. Le Cameroun représente la première économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), regroupant plus de 60 % des réserves, plus de 40 % du PIB de la région et environ 55 % de la population totale. À ce titre, le Cameroun contribue de manière importante au développement économique régional. Ses pays limitrophes sont le Nigeria au nord-ouest, le Tchad au nord-est, la République centrafricaine à l'est, la République du Congo au sud-est, la Guinée équatoriale et le Gabon au sud, avec l'océan Atlantique situé au sud-ouest.

2. Depuis 1960, l'activité économique du Cameroun est marquée par des périodes de croissance robuste, de grave récession et de volatilité (Graphique 1). De 1960 à 1980, le Cameroun jouit d'une forte croissance économique en dépit de périodes de volatilité, affichant une croissance annuelle moyenne avoisinant les 6 %. À partir du milieu des années 80, le pays traverse une profonde récession, son économie essuyant un recul de près de 30 % entre 1986 et 1993, imputable en partie aux chocs sur les cours des produits de base qui ont nui aux principales exportations, notamment le pétrole, le cacao et le café. À la suite d'une dévaluation du franc CFA, en 1993, l'économie camerounaise se redresse et maintient une croissance modérée, tandis que la volatilité diminue sensiblement. Depuis 2010, l'économie du pays connaît une croissance annuelle moyenne d'environ 4 %. Malgré une croissance globale, le PIB par habitant demeure relativement stagnant et n'a pas encore renoué avec les niveaux antérieurs à la crise.

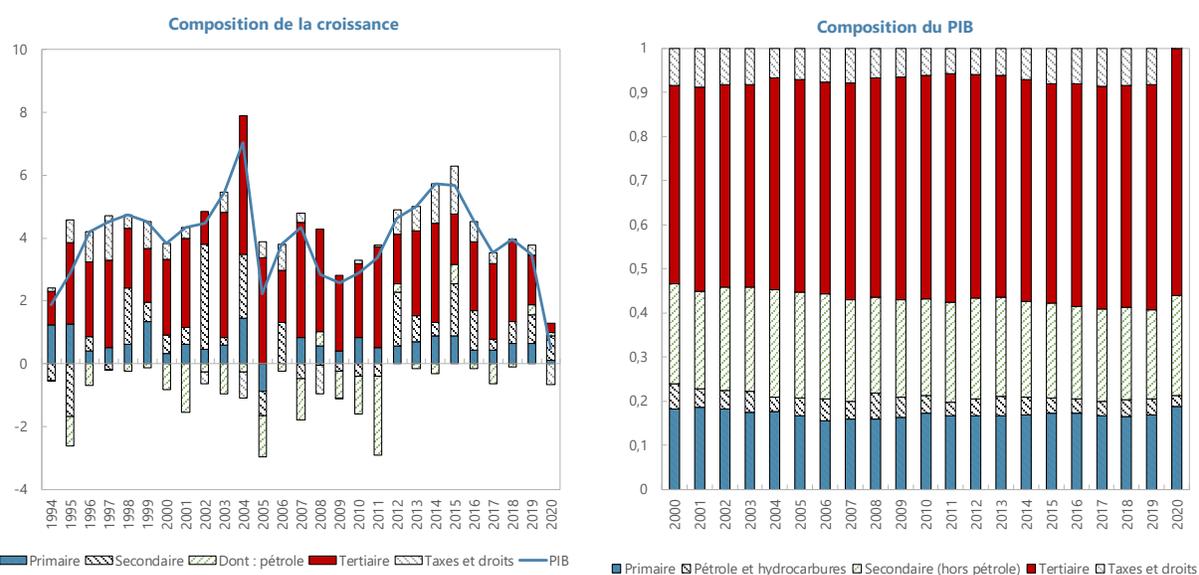


¹ Section rédigée par Mokhtar Benlamine, Magdi Ahmed (AFR) et Amina Coulibaly (Banque mondiale).

3. Au cours des deux dernières décennies, la structure économique du Cameroun a progressivement évolué, passant d'une économie fortement tributaire des secteurs primaire et secondaire à une économie reposant en grande partie sur le secteur tertiaire (graphique 2).

Le Cameroun est doté de généreuses ressources naturelles, disposant d'abondantes ressources agricoles, minérales et en hydrocarbures. L'économie camerounaise reste tributaire des produits primaires. Toutefois, l'émergence, dans les années 90, de l'industrie manufacturière, principalement axée sur la transformation des produits agricoles et pétroliers, alimente la croissance et contribue à la diversification de l'activité économique. Au cours des vingt dernières années, le secteur des services a vu son activité augmenter, passant de 45 % à un peu plus de 51 % du PIB en raison de l'augmentation des échanges commerciaux et du développement des secteurs de la santé, de l'éducation, et des services de transport.

Graphique 2. Structure des comptes nationaux, 1994-2019



Sources : Autorités des pays et calculs des services du FMI

4. La Stratégie nationale de développement du Cameroun 2020-2030 (SND30), mise au point par les autorités, vise à faire de Cameroun un pays émergent sur un horizon de 25 à 30 ans. Adoptée en janvier 2020, la SND30 entend opérer une transformation structurelle de l'économie en modifiant de fond en comble les structures économiques et sociales du pays afin de promouvoir un développement endogène et inclusif, tout en protégeant le potentiel dont dispose le pays pour les générations futures. La stratégie vise i) l'instauration de conditions favorables à une croissance économique forte et pérenne et la mise en œuvre des changements structurels indispensables à l'industrialisation du pays ; ii) l'amélioration de la qualité de vie et de l'accès aux services sociaux de base en veillant à réduire de manière importante la pauvreté et le sous-emploi ; iii) le renforcement de la résilience climatique et l'atténuation des effets du changement climatique ; et, iv) le renforcement de la gouvernance. Parmi les objectifs quantitatifs, citons l'augmentation du taux de croissance annuel à 8,1 % en moyenne sur la période 2020-30 ; la réduction du déficit de la balance commerciale à 3 % du PIB d'ici 2030 ; la diminution du taux

de pauvreté à moins de 25 % d'ici 2030 ; la diminution du sous-emploi à moins de 50 % d'ici 2030 ; et le rehaussement de l'indice de capital humain de 0,39 (en 2018) à 0,55 et de l'indice de développement humain à 0,70 en 2030.

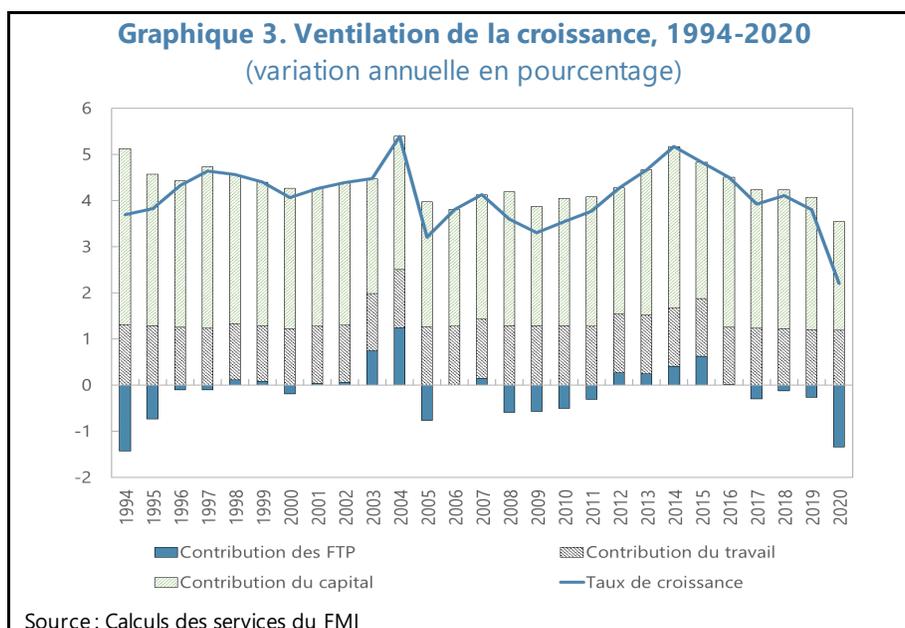
5. Cette section évalue la croissance potentielle du Cameroun et analyse les politiques économiques et les réformes ayant pour objectif de remédier aux contraintes structurelles et d'élargir les frontières économiques du pays. Dans un premier temps, nous analysons la croissance potentielle moyennant un éventail de techniques. Dans un deuxième temps, nous envisageons les politiques publiques et les domaines de réformes susceptibles de stimuler la production potentielle du Cameroun et de l'aider à réaliser ses objectifs de développement ambitieux.

B. Croissance potentielle au Cameroun

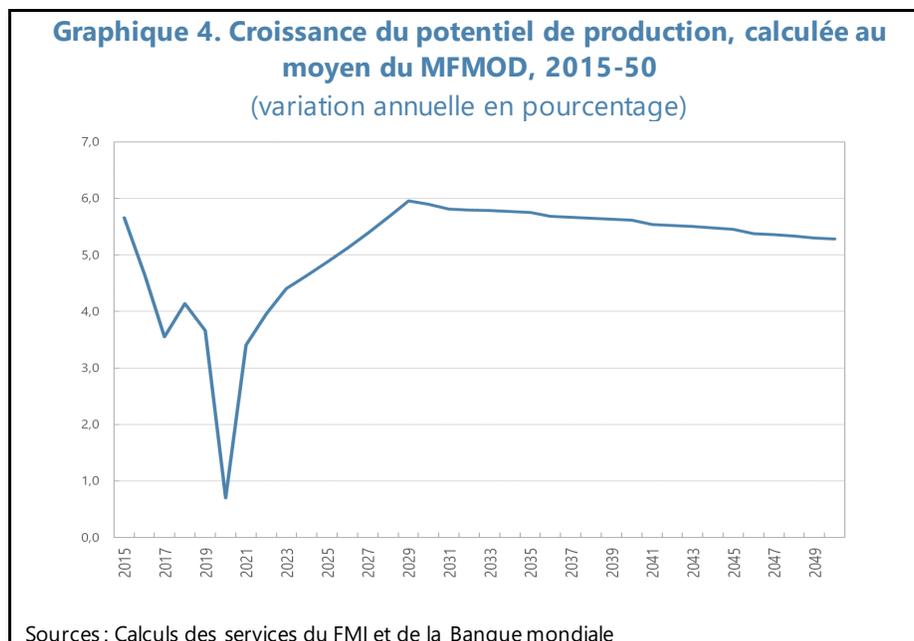
6. La production potentielle est une notion essentielle en politique économique et en recherche économique. La production potentielle se définit comme la quantité maximale de biens et de services qu'une économie peut produire à pleine capacité sans que cela n'exerce de pressions inflationnistes supplémentaires, et la mesure de cette production englobe une multitude de limites et de contraintes. Les décideurs se servent souvent de la production potentielle pour adapter les mesures économiques afin de permettre la réalisation des objectifs de développement. Les études indiquent que plusieurs méthodologies sont utilisées pour mesurer cette variable non observée – des filtres statistiques séparant les variations à court et à long terme aux méthodes plus pointues comprenant des modèles structurels. Cette section propose deux méthodes permettant d'estimer la croissance potentielle du Cameroun sur la période 1993-2020 : les filtres statistiques et une fonction de production.

- Dans les études spécialisées, les filtres statistiques sont couramment utilisés en raison de leur simplicité afin d'isoler la composante non cyclique d'une variable sur une période donnée. Nous appliquons différents filtres à la croissance de la production du Cameroun sur la période 1993-2018, notamment le filtre linéaire de Hodrick-Prescott (HP, 1997), ainsi que les filtres passe-bande de Christiano et Fitzgerald (2003) et de Baxter et King (1999). Nous excluons les données de 2020 et de 2019 pour rendre compte de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et de l'incendie de la société nationale de raffinage de pétrole, respectivement. Les filtres indiquent une croissance de la production potentielle variant entre 3,9 % et 4,4 % sur la période 1993-2018, avec une moyenne de 4,8 % sur la dernière décennie et une croissance maximale de 5,5 % en 2014 et en 2015.
- Dans la lignée des travaux précurseurs de Solow (1957), une fonction de production reposant sur la combinaison de trois intrants, le travail, le capital physique et la productivité globale des facteurs (PGF), est utilisée aux fins de cet exercice. Si l'on suppose des rendements d'échelle constants, la croissance potentielle est calculée au moyen d'une formule comptable de croissance de Cobb-Douglas. Les tendances relatives au capital physique et au travail sont calculées en utilisant le filtre HP pour estimer la tendance de la croissance du PIB, et la composante de la PGF est calculée comme valeur résiduelle. Il ressort de ce modèle une

croissance potentielle de la production qui varie entre 3,2 % et 5,4 % sur la période 1993-2019, affichant une moyenne de 4,5 % sur la dernière décennie. En 2020, la pandémie de COVID-19 a provoqué une réduction de la croissance de la production potentielle, passant à 2,2 %. La croissance moyenne de la PGF s'est chiffrée à 0,02 % au cours de la dernière décennie et a contribué négativement à la croissance du PIB au cours des 25 dernières années. Le capital physique a connu une augmentation de 5,5 % en moyenne entre 1994 et 2020 et a contribué à la croissance potentielle à hauteur de 3 points de pourcentage (Graphique 3).



7. Il conviendrait pour les pouvoirs publics d'accélérer la PGF et de renforcer les investissements pour réaliser leurs objectifs de développement. Suivant le rythme actuel des réformes, le modèle macroéconomique et budgétaire de la Banque mondiale (« MFMOD ») est appliqué au Cameroun afin de calculer l'évolution de la croissance potentielle à moyen et à long terme. Le MFMOD est un modèle économétrique structurel appliqué à 181 pays en développement et pays développés, dont la formulation s'apparente à celle des modèles de type Klein ou de la Commission Cowles (Fair, 1992). Dans le cas du Cameroun, les résultats du modèle révèlent une variation de la croissance potentielle de la production entre 3,5 % et 5,7 % de 2015 à 2019, avec une moyenne s'établissant à 4,3 %. Pour 2020, le modèle indique que la pandémie a considérablement miné le potentiel du Cameroun, le ramenant à 0,7 %. À moyen et à long terme, une simulation fondée sur l'élargissement du taux de croissance de la PGF, cohérente avec les politiques économiques actuelles, semble indiquer que la croissance devrait progressivement augmenter pour atteindre 5,1 % en 2026 et 6 % en 2029. À partir de 2030, la croissance devrait ralentir progressivement pour s'établir à 5,6 % en 2040 (Graphique 4).



- À la lumière de la simulation précédente, nous utilisons une fonction de production de Cobb-Douglas pour effectuer des simulations statiques complémentaires afin de mieux comprendre la difficulté liée au fait d'augmenter encore davantage la croissance potentielle. Nous centrons nos efforts sur l'augmentation de la contribution de la PGF et du capital physique, étant donné que l'accroissement de la contribution du capital humain prend plus de temps à se concrétiser. En fonction du modèle, une augmentation annuelle de 2 % de la croissance de la PGF et une légère accélération du capital physique – passant de 5,5 % à 6 % par année (pour maintenir la viabilité de la dette) – entraîneraient une augmentation de 2,5 points de pourcentage (passant à 8,2 %) de la croissance du PIB en termes réels à moyen et à long terme.
- Ces résultats démontrent l'importance et la nécessité d'accélérer et de poursuivre les réformes structurelles permettant aux pouvoirs publics d'atteindre leurs objectifs en matière de développement.

C. Des politiques publiques et des réformes destinées à stimuler la croissance potentielle

8. Des réformes structurelles accélérées, continues et judicieusement échelonnées sont nécessaires pour que les autorités puissent réaliser leur stratégie de développement ambitieuse. Selon les études économiques, la croissance de la productivité globale des facteurs constitue un levier essentiel de la croissance soutenue et de la prospérité qui passe par l'amélioration de l'innovation, l'attribution des ressources et la productivité de chacun des facteurs de production. Jones (2016) souligne qu'environ deux tiers des variations du revenu par habitant dans le monde sont imputables à des différences en matière de PGF. Au Cameroun, la croissance est bridée par la faible productivité et les inefficacités du pays. Plus la croissance de la PGF est lente,

plus le Cameroun doit dépendre de l'investissement pour accélérer la croissance réelle. Une stimulation de la PGF du Cameroun permettrait d'aboutir à une croissance plus efficace et plus durable à long terme. Un large éventail de facteurs pèsent sur la productivité (Abdychev 2015), notamment i) les conditions macroéconomiques (inflation, dette publique et emplois publics) ; ii) l'ouverture économique ainsi que l'innovation et le transfert technologiques ; iii) la qualité du facteur travail et l'efficacité de l'attribution des ressources ; iv) le taux de participation féminine dans la population active ; v) la composition sectorielle, les changements structurels et la diversification économique ; vi) l'évolution monétaire et financière ; et vii) les institutions et les facteurs réglementaires.

D. Des réformes pour accroître l'efficacité de l'investissement public

9. Accroître l'efficacité de l'investissement public pourrait engendrer des gains

macroéconomiques considérables. L'évaluation de la gestion des investissements publics (EGIP) de 2020 révèle que le déficit d'efficacité constaté au Cameroun par rapport à la frontière d'efficacité (déterminée à l'aune pays les plus performants), se chiffre à 60 %, contre 40 % pour les pays d'Afrique subsaharienne. Le modèle Dette, Investissement et Croissance (DIG) peut servir à mesurer les gains découlant des réformes de l'investissement public et des stratégies de financement favorables déployées au Cameroun². Le modèle DIG a mis en lumière les résultats macroéconomiques positifs liés au rehaussement de l'efficacité de l'investissement public. Si ce dernier augmente de 2 points de pourcentage du PIB avec des possibilités de financement favorables, la consommation privée, l'investissement et le PIB augmenteront de 26 %, de 16 % et de 4,8 % respectivement d'ici 2034. Cette dynamique renforce la nécessité d'accorder la priorité aux investissements à rendement élevé dans les infrastructures routières et de production énergétique, tout en veillant au respect du calendrier et des coûts initiaux des projets.

10. L'EGIP de 2020 propose une feuille de route séquentielle élaborée pour la mise en œuvre de réformes à court, à moyen et à long terme, qui comprennent i) la réduction du temps et des coûts nécessaires pour l'investissement public et le renforcement de son contrôle par une révision et une rationalisation des textes, des processus et des acteurs à chaque étape d'un projet ; ii) la signature de contrats de performance et la précision des critères de sélection d'un projet ; iii) une meilleure définition des procédures d'expropriation foncière et des stratégies d'indemnisation des propriétaires fonciers, facilitant la mise en œuvre rapide des projets d'infrastructures ; et iv) le renforcement de la gouvernance et de la discipline budgétaire par l'élimination progressive des procédures lourdes ainsi que des investissements et des dépenses non programmés, limitant les risques d'un effet d'éviction sur les projets budgétisés.

E. Des réformes destinées à remédier aux risques propres aux entreprises publiques et à garantir la compétitivité

11. Des marchés plus compétitifs favoriseraient des gains de productivité. Loayza et coll. (2005) ont constaté que, parmi les pays d'Amérique latine qui, dans les années 90, ont engagé des

² Rapport pays du FMI No. 19/247

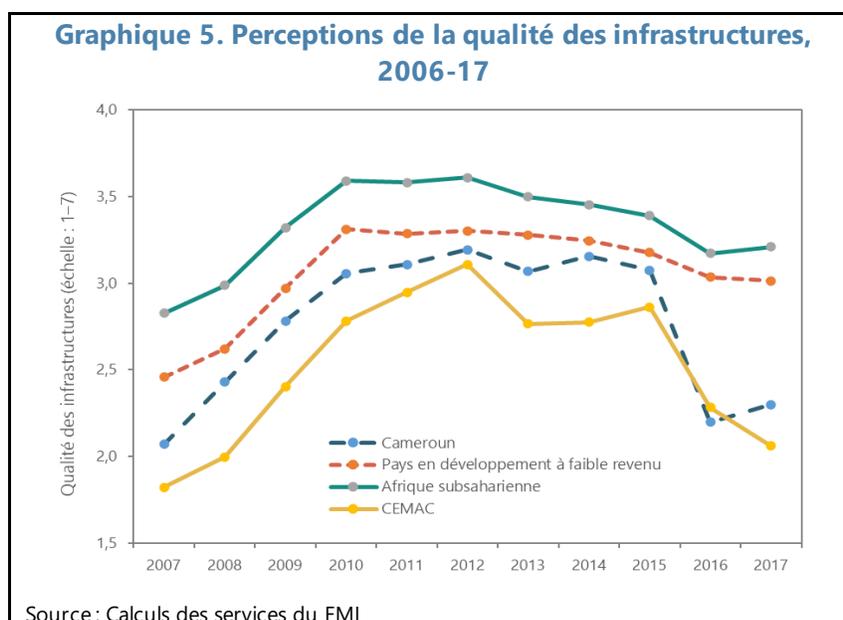
réformes du marché, l'apport des politiques structurelles et de stabilisation a dopé la croissance d'environ 3 %. Au Cameroun, divers facteurs freinent la concurrence, notamment la concentration du marché, l'éviction du secteur privé par les grandes entreprises commerciales publiques et la réglementation gouvernementale. Des simulations de modèles indiquent qu'une réévaluation des subventions aux entreprises d'État et des réformes réglementaires encourageant des pratiques commerciales équitables dans tous les secteurs peuvent contribuer à la croissance économique et à la réalisation des objectifs budgétaires. Selon les scénarios de réformes simulées, une élimination progressive de la moitié des subventions moyennes aux entreprises d'État et la suppression d'un cinquième des distorsions intersectorielles permettraient d'accroître le PIB d'environ 25 % d'ici 15 ans et de réduire le déficit budgétaire d'environ 6 points de pourcentage du PIB de référence. Dans ce cas de figure, l'embellie de la croissance serait tirée par l'élargissement des secteurs secondaires et tertiaires.

12. Les réformes destinées à promouvoir la compétitivité du marché et les gains de productivité pourraient comprendre i) la réduction du coût d'entrée sur le marché des entreprises formelles en simplifiant les procédures administratives, en facilitant l'accès au financement, en encourageant une concurrence commerciale équitable et en renforçant les mesures de lutte contre la corruption ; ii) l'amélioration de la gouvernance et de la transparence des entreprises publiques en renforçant leur surveillance, en améliorant la déclaration de leurs passifs éventuels et en adoptant des contrats de performance ; et iii) l'instauration d'un cadre institutionnel de gouvernance et de contrôle des entreprises publiques plus solide et moins fragmenté. Le programme de réforme pourrait également prévoir la libéralisation des capitaux des entreprises publiques à caractère commercial afin de favoriser la compétitivité et de recentrer le rôle des entreprises publiques sur la prestation de biens et de services dont l'utilité publique est clairement établie.

F. Des réformes visant à combler le déficit d'infrastructures et à renforcer l'efficacité des services logistiques afin de promouvoir le commerce régional

13. La qualité et l'accessibilité des infrastructures économiques camerounaises demeurent limitées. La perception de la qualité des infrastructures du Cameroun est inférieure à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (Graphique 5). La qualité des routes le long des corridors régionaux du pays est médiocre et souffre d'un mauvais entretien et d'une faible mise en œuvre de la réglementation concernant le poids à l'essieu, ce qui contribue à des coûts de transports formels et informels élevés. Sur les neuf couloirs routiers qui relient le Cameroun au Nigeria, de larges segments sont constitués de terre et de gravier, rendant les routes impraticables durant la saison des pluies et difficilement accessibles durant la saison sèche. Les postes de contrôle et les barrages routiers sont fréquents et se situent à des intervalles moyens de 20 kilomètres, rallongeant ainsi les temps de trajet et augmentant encore davantage les coûts de transport. L'existence d'un cartel de camionneurs opérant dans la région de la CEMAC exacerbe les inefficacités structurelles en raison de son système d'attribution du fret. À Douala, quelques grands transporteurs de fret collaborent avec une poignée de grandes sociétés de camionnage pour fixer les prix assortis de marges excessives le long des couloirs régionaux et ils répartissent le fret en transit disponible entre les camionneurs. Ces contraintes réglementaires formelles et

informelles brident la concurrence régionale et entraînent des répercussions considérables sur le prix final des produits en raison des coûts de transport élevés.



14. Il est essentiel de mener des réformes pensées pour améliorer la qualité des infrastructures et d'éliminer les principaux goulets d'étranglement des services logistiques afin de promouvoir le commerce et la concurrence au niveau régional. Ces réformes pourraient comprendre i) l'augmentation de l'efficacité des investissements routiers et de l'entretien des routes en garantissant un financement suffisant pour les nouveaux projets et la remise en état des routes existantes ; ii) le retrait ou la réduction des points de contrôle routiers pour diminuer les paiements informels ; iii) le renforcement de la gestion des opérations portuaires et l'instauration d'un système de contrôle de la performance fondé sur des données ; et iv) la déréglementation et la libéralisation de la filière du camionnage pour améliorer la qualité du service et réduire les prix du transport. Des mesures destinées à faciliter l'accès des transporteurs à un financement suffisant pour le renouvellement de leur flotte s'imposent pour pouvoir pleinement bénéficier du potentiel de la filière.

G. Des réformes conçues pour renforcer le développement financier et l'inclusion financière

15. Le développement financier et l'amélioration de l'accès aux services financiers sont associés au développement économique. Le développement financier joue un rôle de premier plan dans le financement de l'économie grâce à l'investissement et à la consommation, et les études démontrent qu'il constitue l'un des moteurs de la croissance économique (McKinnon, 1973 ; Shaw, 1973 ; King et Levine, 1993a, 1993b ; Calderón et Liu, 2003 ; et Bist, 2018). Selon des études empiriques, les crédits accordés au secteur privé sont associés de manière positive à la croissance à long terme du PIB par habitant au Cameroun. Un test de cointégration effectué entre les crédits octroyés au secteur privé et la croissance du PIB par habitant au Cameroun met en lumière

l'existence d'une relation à long terme, positive et importante sur le plan statistique. Une augmentation de 1 % du ratio du crédit au secteur privé par rapport au PIB génère une augmentation de 0,36 % du PIB par habitant à long terme, avec un coefficient de l'intervalle de confiance variant entre 0,05 et 0,68.

16. Les réformes conçues pour renforcer la solidité du secteur financier et bancaire et élargir l'accès aux services financiers sont essentielles. L'expérience internationale nous indique qu'un système bancaire solide constitue une condition préalable à l'amélioration de l'inclusion financière, qui contribue à son tour à un élargissement financier et favorise la croissance économique. Les réformes pourraient comprendre i) le renforcement de la solidité des secteurs financier et bancaire ; ii) l'amélioration de la sensibilisation et de l'éducation financière ; et iii) la facilité d'accès au financement et aux services bancaires mobiles en procédant à une évaluation des principaux goulets d'étranglement.

H. Des réformes visant à renforcer l'égalité entre les sexes

17. Un nombre croissant d'études soulignent le rôle positif que joue l'égalité entre les sexes dans le renforcement de la croissance inclusive. L'égalité entre les hommes et les femmes a été corrélée à des revenus plus élevés et à une croissance plus rapide (FMI 2015 ; Hakura et coll. 2015 ; Duflo 2012 ; et Kochhar et coll. 2017), à une répartition des revenus plus égalitaire (Hakura et coll. 2015 ; Gonzalez et coll. 2015 ; Ashan et coll. 2017), à la diversification économique (FMI 2016) et à un meilleur accès à des sources de financement (Aslan et coll. 2017). À partir des estimations des déterminants de la croissance tirés de 115 pays avancés, pays émergents et pays en développement (FMI, 2015), un exercice de ventilation met en exergue l'incidence de l'inégalité entre les sexes sur les variations du taux de croissance moyen du PIB réel par habitant au Cameroun comparativement à l'Afrique subsaharienne et aux pays émergents de référence en Asie (l'ANASE-5) et en Amérique latine (LAC-5). Les simulations indiquent que la croissance du PIB par habitant au Cameroun pourrait s'apprécier de 0,25 point de pourcentage si la note accordée par l'Indicateur des inégalités de genre est ramenée à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, et de plus de 1 point de pourcentage si la croissance est ramenée à la moyenne des cinq principaux pays émergents d'Asie (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines et Vietnam) ou des cinq principales économies d'Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou).

18. Les réformes peuvent être axées sur la réduction du déficit de participation à la population active et comprendre i) la poursuite des efforts visant à établir des budgets qui intègrent la dimension du genre ; ii) la poursuite des efforts pour transposer les traités internationaux approuvés qui promeuvent l'égalité entre les sexes dans les lois nationales et la promulgation de décrets d'application pour rendre les lois existantes opérationnelles ; iii) la modification des lois et des politiques destinées à faciliter l'entrepreneuriat féminin ; iv) l'accélération des consultations des banques et des partenaires techniques et financiers pour faciliter l'accès des femmes aux services financiers et au crédit ; v) la levée des obstacles juridiques qui subsistent, entravant l'accès des femmes à la propriété, et le renforcement de l'éducation des femmes ; et v) la poursuite du soutien à une participation politique accrue des femmes.

I. Des réformes destinées à accroître la complexité économique

19. La complexité économique entretient un lien positif avec la croissance économique. Les pays ont tendance à converger vers un niveau de revenus qui est fonction de la complexité de leurs capacités de production (Hidalgo et Hausmann, 2009). Cette relation sous-tend le fait que la structure du portefeuille de produits a une incidence sur les capacités de production futures et, indirectement, sur les perspectives de croissance économique d'un pays. L'indice de complexité économique (ICE) fournit une mesure indirecte de la complexité économique en analysant la diversité et la généralisation du panier d'exportations d'un pays (Graphique 6).

20. L'économie du Cameroun est diversifiée, mais sa production industrielle demeure atone. Au Cameroun, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire représentent respectivement 19 %, 25 % et 56 % de l'activité économique, faisant de l'économie camerounaise l'une des plus diversifiées de la CEMAC. La transition vers une économie à forte intensité de services a permis de réduire progressivement la dépendance aux produits primaires et de renforcer la résistance aux chocs des prix extérieurs. Cela dit, la faiblesse des capacités industrielles bride néanmoins le potentiel d'évolution de la production vers des biens plus sophistiqués. S'il a connu un développement au cours des deux dernières décennies, le secteur manufacturier demeure néanmoins centré sur la transformation rudimentaire des produits agricoles et miniers et se trouve entravé par la mauvaise qualité des infrastructures et par une conjoncture défavorable.

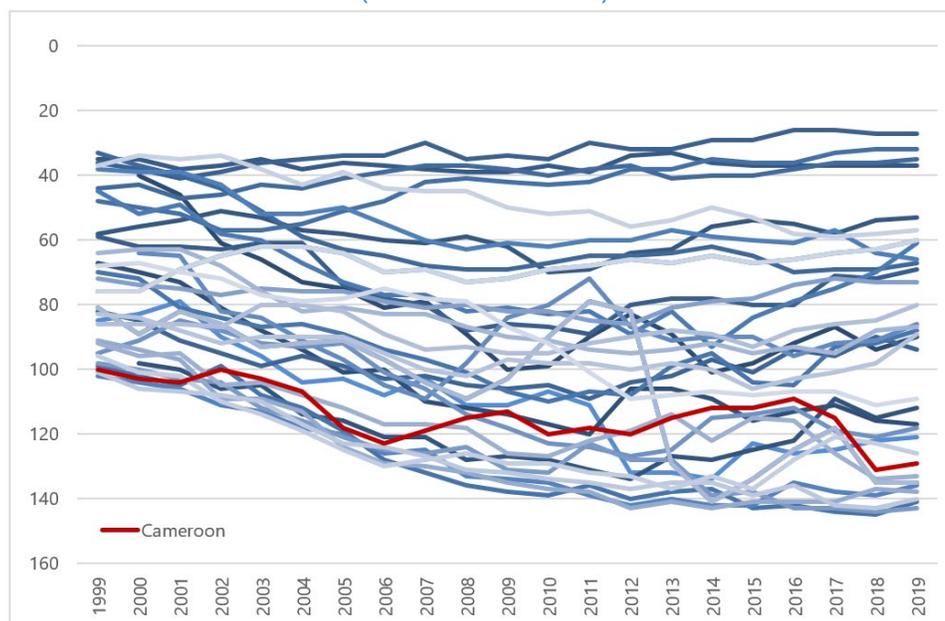
21. Des politiques axées sur le développement d'infrastructures publiques et favorisant l'investissement privé sont nécessaires pour inciter au dynamisme économique et créer des débouchés pour la production de biens de pointe. Compte tenu de la dépendance du Cameroun aux produits primaires, notamment au pétrole brut et, de plus en plus, au gaz naturel liquéfié, le pays obtient un faible résultat à l'ICE par rapport aux autres pays d'Afrique et aux pays de taille comparable (Graphique 7). Si un large éventail d'exportations agricoles contribue à diversifier les sources de revenus et offre une certaine protection contre la volatilité des prix de l'énergie, des efforts sont nécessaires pour accroître la complexité des produits fabriqués afin d'élargir la frontière économique du pays et d'encourager une croissance soutenue.

Graphique 6. Portefeuille des produits d'exportation, 2019



Source : Atlas de la complexité économique

Graphique 7. Indice de complexité économique, 1999-2019
(classement de l'ICE)



Source : Atlas de la complexité économique

1/ Le groupe de référence comprend les pays du continent africain et des pays dont le PIB actuel est apparenté.

J. Des réformes axées sur l'innovation

22. L'innovation peut jouer un rôle moteur dans le maintien et la stimulation de la croissance potentielle. Solow (1956) souligne l'importance de l'innovation comme facteur de croissance économique, soutenant qu'il existe une relation positive à long terme entre les deux. Le modèle de croissance schumpetérien, qui repose sur trois grands principes, soutient que la croissance à long terme est attribuable à l'innovation ; que cette dernière est alimentée par des investissements entrepreneuriaux ; et qu'elle remplace les anciennes technologies, soulignant aussi l'importance de la concurrence par l'innovation et l'éducation. Aghion (2006) tire quatre enseignements clés pour l'Union européenne de l'articulation entre croissance et innovation : i) l'innovation agit comme le principal moteur de croissance au sein des pays dont le PIB par habitant est élevé ; ii) une croissance tirée par l'innovation nécessite des politiques économiques complémentaires destinées à garantir la cohérence des réformes structurelles et des mesures visant, entre autres, à atténuer les effets sectoriels négatifs et à aider à réaffecter la main-d'œuvre ; et iii) « *les réformes structurelles doivent être soigneusement planifiées et hiérarchisées, reposant sur une analyse comparative coûts-avantages dans laquelle la valeur de chaque réforme serait mesurée à l'aune de sa contribution au potentiel de croissance global* ».

23. Les politiques visant à encourager l'innovation pourraient générer des gains importants pour le potentiel de croissance du Cameroun. Daksa et coll. (2018) analysent les moteurs de l'innovation des entreprises en Éthiopie au moyen d'un modèle probit multivarié, et ont conclu que la participation aux activités de recherche-développement, la formation en cours d'emploi et la propriété d'un site Internet ont une incidence considérable sur l'innovation des entreprises. Ces résultats mettent en lumière l'importance des politiques économiques conçues pour renforcer l'accès à l'éducation et élargir la formation professionnelle formelle en vue de l'acquisition de compétences, de connaissances et de techniques, afin de doper l'innovation des entreprises. Selon l'Indice mondial de l'innovation (IMI)⁴, le Cameroun obtient de meilleurs résultats par rapport à la moyenne pour les pays d'Afrique subsaharienne dans trois des sept piliers de l'IMI : *capital humain et recherche, degré de développement des entreprises et connaissances et technologies*. En revanche, le Cameroun affiche une performance inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne dans quatre piliers : *institutions, infrastructures, degré de développement du marché et production créative* (Tableau 1).

⁴ L'Indice Mondial de l'innovation (IMI) classe les économies mondiales selon leurs capacités à innover. L'indice comprend quelque 80 indicateurs, regroupés en facteurs et résultats en matière d'innovation. L'IMI a pour objectif de recenser les facettes multiples de l'innovation.

Tableau 1. Cameroun : forces et faiblesses en matière d'innovation

Points Forts	Points faibles
Diplômés en sciences et ingénierie, %	État de droit
Formation brute de capital, % du PIB	Entreprises mondiales de R&D, top 3, mio de dollars
Prêts bruts de microfinance, % du PIB	Classement des universités QS, note moyenne du top 3
Entreprises proposant des formations officielles, %	Technologies de l'information et de la communication (TIC)
Recherche collaborative universités/entreprises	Utilisation des TIC
Importations de services de TIC, % du total des échanges	Complexité du marché
Articles scientifiques et techniques/PIB, mrd de dollars PPA	Facilité dans la protection des investisseurs minoritaires
Taux de croissance du PIB en dollars PPA/travailleur, %	Commerce, concurrence et échelle du marché
Exportations de services TIC, % du total du volume	Taux de tarif douanier en vigueur, moyenne pondérée, %
Exportations de services culturels et créatifs, % du total des échanges	Paievements au titre de la propriété intellectuelle, % du total des échanges
	Production créative
	Immobilisations incorporelles
	Valeur de marques mondiales, top 5 000, % du PIB
	Exportations de biens créatifs, % du total des échanges
	Modifications sur Wikipedia/mio pop. 15-69

Source : Indice mondial de l'innovation (2020)

K. Conclusion

24. Ce document évalue la croissance potentielle du Cameroun et aborde les politiques économiques et les réformes que le pays devrait adopter pour surmonter les contraintes structurelles et élargir sa frontière économique. Des réformes structurelles accélérées, continues et judicieusement échelonnées peuvent permettre de réaliser les objectifs fixés dans la stratégie SND30 et d'orienter le Cameroun sur la voie d'une croissance à long terme durable, plus forte et plus inclusive. Il ressort de cette étude une conclusion importante, à savoir que la croissance du Cameroun est entravée par la faible productivité et les inefficacités du pays. Si ces contraintes ne sont pas éliminées, les décideurs courront alors le risque de devoir essentiellement augmenter les investissements pour accélérer la croissance réelle. Cela dit, une telle stratégie serait à son tour freinée par l'impératif pour le pays de contenir le risque de surendettement à un niveau modéré ou faible. Stimuler la productivité globale des facteurs du Cameroun offre la possibilité de développer l'économie de manière plus efficace et plus durable à long terme. Le présent document analyse plusieurs mesures économiques susceptibles de générer des dividendes de croissance, telles que i) le renforcement de l'efficacité de l'investissement public, conformément aux recommandations formulées dans l'EGIP 2020 ; ii) la promotion de la compétitivité du marché et des gains de productivité ; iii) l'amélioration de la qualité des infrastructures et l'élimination des principaux goulets d'étranglement au sein des services logistiques afin de promouvoir les échanges commerciaux et la concurrence au niveau régional ; iv) l'amélioration de la qualité des infrastructures et l'élimination des principaux goulets d'étranglement des services logistiques, essentielles pour promouvoir les échanges commerciaux et la concurrence au niveau régional ; v) l'accélération du renforcement du système financier et bancaire et de l'accès aux services financiers ; vi) la réduction des déficits de participation à la population active entre les femmes et les hommes ; vii) la construction d'infrastructures publiques et l'incitation à l'investissement privé pour encourager la production de bien plus sophistiqués ; et viii) la promotion de l'innovation.

Bibliographie

- Abdychev, Aidar and Jirasavetakul, La-Bhus Fah and Jonelis, Andrew and Leigh, Lamin and Moheeput, Ashwin and Parulian, Friska and Touna Mama, Albert, 2015. Increasing Productivity Growth in Middle Income Countries. IMF Working Paper No. 15/2, International Monetary Fund
- Aghion, Philippe, and Peter Howitt., 2006. Appropriate growth policy: A unifying framework. *Journal of the European Economic Association* 4(2-3): 269-314.
- Aslan, G., Deléchat, C., Newiak, M., and Yang, F., 2017, "Inequality in Financial Inclusion and Income Inequality." IMF Working Paper 17/236. Washington: International Monetary Fund.
- Baxter, M., King, R., 1999. Measuring Business Cycles: Approximate Band-Pass Filters for Economic Time Series. *The Review of Economics and Statistics*, 81(4), 573-593.
- Bist, J. P., 2018. Financial development and economic growth: Evidence from a panel of 16 African and non-African low-income countries. *Cogent Economics & Finance*, 6(1), Article 1449780.
- Burns, Andrew; Campagne, Benoit; Jooste, Charl; Stephan, David; Bui, Thi Thanh, 2019. The World Bank Macro-Fiscal Model Technical Description. Policy Research Working Paper; No. 8965. World Bank, Washington, DC.
- Calderon, Cesar and Liu, Lin, 2003. The direction of causality between financial development and economic growth, *Journal of Development Economics*, 72, issue 1, p. 321-334.
- Christiano, L.J. and Fitzgerald, T.J., 2003. The Band Pass Filter. *International Economic Review*, 44, 435-465.
- Daksa, Megersa Debela & Lemessa, Sisay Diriba & Hundie, Shemelis & Yismaw, Molla, 2018. Enterprise innovation in developing countries: an evidence from Ethiopia. *Journal of Innovation and Entrepreneurship*. 7. 10.1186/s13731-018-0085-4.
- Duflo, E., 2012. "Women Empowerment and Economic Development." *Journal of Economic Literature* 50 (4): 1051–079.
- Fair, Ray C., 1992. "The Cowles Commission Approach, Real Business Cycle Theories, and New Keynesian Economics," NBER Working Papers 3990, National Bureau of Economic Research, Inc.
- Gonzales, C., Jain-Chandra, S., Kochhar, K., and Newiak, M., 2015a, "Fair Play: More Equal Laws Boost Female Labor Force Participation." IMF Staff Discussion Note 15/02. Washington: International Monetary Fund.

- Gonzales, C., Jain-Chandra, S., Kochhar, K., Newiak, M., and Zeinullayev, T., 2015b, "Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality." IMF Staff Discussion Note 15/20. Washington: International Monetary Fund.
- Hakura, D., Hussain, M., Newiak, M., Thakoor, V. and Yang, F., 2016, "Inequality, Gender Gaps and Economic Growth: Comparative Evidence for Sub-Saharan Africa." IMF Working paper WP/16/111. Washington: International Monetary Fund.
- Hidalgo, C.A. & Hausmann, R., 2009. The Building Blocks of Economic Complexity.
- Hodrick, R. J., Prescott, E. C., 1997. Postwar U.S. Business Cycles: An Empirical Investigation. *Journal of Money, Credit and Banking*, 29(1), 1-16.
- IMF, 2015, "Dealing with the Gathering Clouds" African Department Regional Economic Outlook October 2015. Washington: International Monetary Fund.
- IMF, 2016, "Financial Development in Sub-Saharan Africa: Promoting Inclusive and Sustainable Growth." African Department. Washington: International Monetary Fund.
- IMF, 2018, "Addressing Gender Gaps in Cameroon to Enhance Inclusive Growth." Selected Issue Papers. IMF Country Report No. 18/256. Washington: International Monetary Fund.
- Jones, C. 2016. "The Facts of Economic Growth", *Handbook of Macroeconomics*, Vol. 2A. Edited by J. Taylor and H. Uhlig, 3-69. Amsterdam: Elsevier.
- IMF, 2019, Country Report No. 19/247 Fourth Review Under the Extended Credit Facility Arrangement and Requests for Waivers of Nonobservance of Performance Criteria and Modification of Performance Criteria—Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Cameroon
- King, R. G. and R. Levine, 1993. 'Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right'. *The Quarterly Journal of Economics* 108(3), 71–37.
- Kochhar, K., Jain-Chandra, S. and Newiak, M., 2017. "Women, Work, and Economic Growth: Leveling the Playing Field." Washington: International Monetary Fund.
- Loayza, Norman V. & Oviedo, Ana Maria & Servén, Luis, 2005. "The impact of regulation on growth and informality - cross-country evidence," Policy Research Working Paper Series 3623, The World Bank.
- McKinnon, Ronald I., 1973. *Money and Capital in Economic Development*, Washington, DC: Brookings Institution
- Shaw, Edward, 1973. *Financial Deepening in Economic Development* (New York: Oxford University Press)

Solow, R.M., 1956. A contribution to the theory of economic growth. *Q. J. Econ.* 70 (1), 65–94.

Solow, R.M., 1957. Technical change and the aggregate production function. *Rev. Econ. Stat.* 39 (3), 312–320.

World Bank. World Development Indicators. <https://data.worldbank.org/products/wdi>